PROCES VERBAL
CONSEIL DU 10 AVRIL 2015

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 10 Avril 2015

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD - Nouriati DJAMBAE - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Nathalie LAINE - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Danielle MILON - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Guy PONTOUS - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Colette BABOUCHIAN représentée par Michèle EMERY - Solange BIAGGI représentée par Gérard CHENOZ - Patrick BORE représenté par Danielle MILON - Valérie BOYER représentée par Isabelle SAVON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Samia GHALI - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Emilie DOURNAYAN représentée par Christophe DE PIETRO - Josiane FOINKINOS représentée par Nicole BOUILLLOT - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Jean-Pierre GIORGI représenté par Marlène PREVOST - Martine GOELZER représentée par Véronique PRADEL - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Albert GUIGUI représenté par Josette VENTRE - Bernard JACQUIER représenté par Carine ROGER - Martine MATTEI représentée par Karim GHENDOUF - Patrick MENNUCCI représenté par Louisa HAMMOUCHE - Richard MIRON représenté par Albert LAPEYRE - André MOLINO représenté par Sophie CELTON - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Daniel NAVARRO représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Jérôme ORGEAS représenté par Roland GIBERTI - Marc POGGIALE représenté par Michel ILLAC - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Dominique TIAN représenté par René BACCINO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Jean-Louis BONAN - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Dominique DELOURS - Marie MUSTACHIA - Stéphane RAVIER - Karim ZERIBI.

La séance est ouverte à 09 H 30
sous la Présidence de Monsieur Guy TEISSIER,
Député des Bouches du Rhône
Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et mesdames, je déclare notre séance ouverte.

Avant de commencer notre séance proprement dite, je voudrais adresser toutes mes félicitations à celles et ceux qui, dans notre Assemblée, ont été élus ou réélus au Conseil départemental. Je voudrais adresser mes félicitations tout particulièrement à la nouvelle Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

(Applaudissements)

I – APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 19 FEVRIER 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation le compte-rendu analytique de notre séance du 19 février 2015.

Y a-t-il des questions ?

(Pas d'observation)

S'il n'y a pas de question, je le considère comme adopté.

Le procès-verbal de la séance du 19 février 2015 est adopté.

II – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

III – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU BUREAU DU 19 FEVRIER 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président ainsi que le compte rendu des décisions du Bureau soient portés à la connaissance du Conseil. Ces comptes rendus ont été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV – DEBAT SUR LE RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC- EXERCICES 2006 ET SUIVANTS

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous avons maintenant un débat sur le rapport d'observations. Je rappelle qu'il s'agit d'un débat sans vote sur les conclusions de la Cour Régionale des Comptes.

En effet, la Chambre Régionale des Comptes a examiné la gestion de la Communauté urbaine dans le domaine des transports urbains au cours des exercices 2006 et suivants. Le rapport définitif d'observations de la Chambre, auquel était jointe la réponse de Marseille Provence Métropole, a été notifié à la Communauté urbaine le 18 février 2015.

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières, ce rapport, accompagné de la réponse de MPM, a été communiqué à l'ensemble des conseillers communautaires et inscrit à l'ordre du jour de la présente séance afin qu'il donne lieu à un débat.

Monsieur Montagnac a la parole.

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, conformément au code de juridiction financière, le Président soumet au débat le rapport définitif de la Chambre régionale des Comptes relatif à la gestion des transports par MPM entre 2006 et 2013. Ce rapport fait suite à celui publié sur la gestion de la RTM.

La Chambre relève les difficultés de gestion d'un service des transports dont la vocation excède par nature le périmètre de la Communauté urbaine. Il souligne les efforts qui ont été accomplis en matière de contractualisation avec la RTM et les avancées substantielles contenues dans le nouveau contrat d'obligation du service public et du nouveau Plan de Déplacements Urbains.

Il reste certes à organiser une véritable politique du stationnement, liant stationnement de surface, stationnement et ouvrages, et verbalisation. La nouvelle législation relative à la dépénalisation du stationnement sera l'occasion, à ce titre, de remettre à plat cette organisation complexe.

Il indique également le chemin qu'il nous reste à parcourir en matière d'équilibre financier, de prospective et de programmation financière. Bien que le niveau de recettes encaissées par le réseau soit un des plus élevés de France, ces dernières ne sont pas suffisantes pour minimiser la participation du budget principal à l'effort des transports.

Il nous revient d'améliorer la productivité de notre versement transport mais aussi de rationaliser nos dessertes en les adaptant aux besoins des territoires et de leurs habitants, de laisser plus de place aux modes doux et de développer l'intermodalité. La qualité de desserte par les réseaux de transport en commun doit être accrue.

Parallèlement à l'amélioration des conditions d'accueil des populations, habitants, touristes et étudiants, les contrats d'axe, sur lesquels nous travaillons déjà, constituent des outils qui permettront de mieux rapprocher les besoins des populations et des entreprises en recherchant des synergies de territoire.

Les recommandations de la Chambre régionale des Comptes, qui reprennent ces nombreux points, devraient constituer pour nous, élus de la Communauté urbaine et demain de la Métropole, un plan de travail nous permettant d'atteindre nos objectifs en commun.

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie Monsieur Montagnac, y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention ? S'il n'y en a pas, nous allons considérer que le débat est clos et passer à l'ordre du jour.

Madame CARADEC.- Je suis navrée, je voulais intervenir dans la suite de vos premiers propos pour féliciter les conseillers départementaux élus et réélus de cette Assemblée et surtout féliciter Martine Vassal pour sa brillante élection à la Présidence du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Nous en avons rêvé, Martine Vassal l'a fait après une très belle campagne !

Cette victoire est éminemment symbolique. C'est une victoire essentielle pour notre famille politique et pour le développement de nos territoires.

En effet, qui aurait imaginé, même après les élections municipales que nous avons remportées en mars 2014, que le Conseil départemental basculerait à droite, un an plus tard ?

Qui aurait pu penser qu'après les élections sénatoriales, Jean-Noël Guérini soit

désavoué de la sorte, après 17 années à la tête du Département ?

Enfin, qui aurait envisagé qu'une femme mette un terme à cette gouvernance socialiste qui a trop souvent été ternie par les affaires et le clientélisme et prenne la tête de cet exécutif si convoité ? Sur l'ensemble des départements français, seules dix femmes ont accédé à la Présidence d'un Conseil départemental. C'est un signe de renouveau et de modernité pour notre département. Bravo Martine !

C'est un changement radical de cap voulu par les électeurs. Ils souhaitent être soutenus dans leur vie quotidienne et retisser les liens d'une confiance indispensable et légitime avec les élus de proximité.

Le Conseil départemental, qui n'a jamais aussi bien porté son habit bleu, entre ainsi dans une nouvelle ère ! Il ne fait aucun doute que l'équipe départementale aura à cœur de moderniser l'action politique dans ce département et de rendre plus efficaces encore les missions régaliennes qui lui incombent, notamment en matière d'action sociale, d'éducation et d'aménagement.

Cette nouvelle ère verra également, d'ici quelques mois, l'avènement de la Métropole Aix-Marseille, laquelle appelle dès aujourd'hui à créer les conditions d'un partenariat solide et harmonieux avec l'ensemble des collectivités, en vue de :

- faire prospérer notre territoire et assurer sa promotion économique
- préserver un développement harmonieux de nos territoires en matière d'habitat et d'aménagement
- résoudre le défi de la mobilité métropolitaine et construire le schéma de transport métropolitain pour les décennies à venir

Cher Président, nous en avons tous conscience, des défis de grande ampleur nous attendent et nous devons faire preuve de beaucoup d'altruisme, de pragmatisme et de rigueur pour tendre vers ce dessein.

Il va de soi que les efforts engagés par MPM et par vous Président, au titre des infrastructures et réalisations en matière de transport et déplacement (L2, Boulevard Urbain Sud, liaison souterraine Schloesing, extension nord-sud du tramway, BHNS, le boulevard du littoral, la semi-piétonisation du Vieux-Port,) ainsi que ceux entrepris pour dynamiser notre économie (commercialisation de zones d'activités, aide à la création de projets innovants tels « Henri Fabre », « The Camp » ou le développement de nos technopôles scientifiques) constituent des atouts indispensables qui nous permettront de bénéficier de l'avantage concurrentiel nécessaire pour être en passe de rivaliser dans le *top ten* des Métropoles européennes.

(Applaudissements)

Monsieur MARANDAT.- Je vais être obligé de prendre la parole à la suite de cette intervention. Je ne pensais pas que l'on reviendrait sur cette pseudo-victoire des départementales.

(Brouhaha)

J'aurais aimé à l'occasion de cette Assemblée un peu plus de pudeur du syndicat des sortants qui se félicite d'avoir gagné contre les socialistes au Conseil départemental, mais, avec qui, ils sont alliés au Conseil municipal dans une espèce de micmac déshonorant pour la République. J'aurais pensé qu'à cette occasion...

(Tumultes)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames, messieurs, mes chers collègues, il est en train de vous provoquer, laissez-le.

Allez-y Monsieur Marandat.

Monsieur MARANDAT.- Ce sont des enfants !

Monsieur MORAINÉ.- C'est Jean-Marie ou Marine ?

Monsieur MARANDAT.- Monsieur Moraine, puis-je continuer s'il vous plait ?

Monsieur MORAINÉ.- Continuez, on se régale !

Monsieur MARANDAT.- Vous êtes à côté de Mme Samia Ghali qui a été élue Maire de secteur grâce à vous. Elle vous remercie. Restez avec elle !

Ceci étant dit, c'est vrai que ce qu'on a vu au deuxième tour, ce que l'on a appelé magnifiquement « le sursaut républicain » nous laisse pantois. Voir ces coalitions et ces soutiens au deuxième tour de gens soi-disant si éloignés mais qui se réunissent pour la cause commune... C'est exactement : un *coup c'est toi, un coup, c'est moi, de toute façon, on a le même programme, c'est-à-dire qu'on n'a pas de programme*. D'ailleurs, c'est très drôle de voir l'étalage du changement qui va s'opérer au Conseil départemental alors qu'on sait très bien qu'il n'y aura aucun changement puisque de programme, il n'y en a pas.

Si, il y en a un :

- mesure n°1 : combattre le Front National,
- mesure n°2 : combattre le Front National,
- mesure n°3 : combattre le Front National !

Très bien, vous avez réussi temporairement, mais personne n'est dupe de votre coalition. Ce que j'ai vu dans mon canton et dans les quartiers Nord, cette coalition entre la candidate désignée de l'UMP et ce qu'il y a de plus minable dans la politique locale, me laisse quand même rêveur...

J'espère qu'il n'y a pas de quoi être fier de ce que vous avez fait.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Marandat, je ne sais pas si c'est une pseudo-victoire, mais ce dont je suis sûr, c'est que pour vous, c'est une vraie défaite !

(Applaudissements)

Nous passons à l'examen de nos rapports.

V – EXAMEN DES RAPPORTS DE LA SESSION DU 10 AVRIL 2015

COMMISSION FONCTIONNEMENT ET MAITRISE DES COÛTS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Blum, la Commission Fonctionnement s'est réunie le mercredi 1^{er} avril, pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux ?

Monsieur BLUM.- Monsieur le Président, notre Commission s'est réunie, nous avons examiné l'ensemble des rapports. Je signalerai simplement deux rapports qui nous ont semblé importants, le rapport concernant la transaction avec le groupe Everé. Ce rapport a reçu un avis favorable avec un certain nombre de réserves de la part de l'opposition qui va, sans doute, pouvoir les exprimer dans quelques minutes, mais également la décision modificative, sur laquelle il n'y a pas de grand commentaire à faire puisqu'il s'agit simplement de modifications purement techniques. Les transferts de crédits compensent les transferts de dépenses, il n'y a rien de particulier à ajouter.

1. FCT 001-10/04/15 CC - Budget 2015 : Décision Modificative n°1

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous allons demander au rapporteur M. Montagnac de nous donner son avis sur la décision modificative n°1.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

2. FCT 002-10/04/15 CC - Approbation de l'augmentation de l'autorisation de programme relative à l'apport en capital initial à l'Agence France Locale (AFL)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

3. FCT 003-10/04/15 CC - Octroi du principe de garantie annuelle de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur les emprunts contractés auprès de l'Agence France Locale

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

4. FCT 004-10/04/15 CC - Remboursement à la Commune de La Ciotat de la taxe de séjour de l'exercice 2014 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de La Ciotat

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. FCT 005-10/04/15 CC - Remboursement à la Commune de Marseille de la taxe de séjour de l'exercice 2014 encaissée par les régies comptables communautaires des Ports du Frioul, du Vieux Port et de la Pointe Rouge

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. FCT 006-10/04/15 CC - Remboursement à la Commune de Sausset les Pins de la taxe de séjour de l'exercice 2014 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Sausset les Pins

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. FCT 007-10/04/15 CC - Remboursement à la Commune de Carry le Rouet de la taxe de séjour de l'exercice 2014 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Carry le Rouet

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. FCT 008-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE).

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-10/04/15 CC - Approbation d'une convention avec l'UGAP relative à la mise à disposition d'un (de) marché(s) de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés passé(s) sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

10. FCT 010-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

11. FCT 011-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - compétence Communications Electroniques (FNCCR)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

12. FCT 012-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

13. FCT 013-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association pour l'information géographique (AFIGEO)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. FCT 014-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Association des professionnels internet des collectivités territoriales (APRONET)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

15. FCT 015-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. FCT 016-10/04/15 CC - Approbation de l'affectation de six autorisations de programme pour le budget de la Direction de Pôle Systèmes d'Information.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

17. FCT 017-10/04/15 CC - Approbation d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières avec la SPLA SOLEAM.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

18. FCT 018-10/04/15 CC - Désignation des délégués titulaires et suppléants représentant la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

au sein du Syndicat Mixte d'Energie du département des Bouches-du-Rhône (SMED 13)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. FCT 019-10/04/15 CC - Désignations de représentants de Marseille Provence Métropole au sein de divers organismes

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. FCT 020-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 au réseau IDEAL Connaissances - Activités portuaires

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

21. FCT 021-10/04/15 CC - Dispositions modificatives au régime indemnitaire des agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'année 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

22. FCT 022-10/04/15 CC - Approbation de la modification du règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. FCT 023-10/04/15 CC - Ajustement de la nomenclature des emplois

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

24. FCT 024-10/04/15 CC - Avantages en nature au bénéfice de certains agents de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. FCT 025-10/04/15 CC - Evolution de la participation financière des agents communautaires pour le remisage à domicile des véhicules de service

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

26. FCT 026-10/04/15 CC - Approbation d'une modification des statuts du Syndicat Mixte d'Energie du département des Bouches-du-Rhône (SMED 13)

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

26bis. FCT 026 bis-10/04/15 CC - Approbation du contrat de délégation de service public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets comprenant en particulier une unité de traitement thermique avec valorisation énergétique et du choix du délégataire.

Monsieur ILLAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est la troisième fois que notre Assemblée se voit obligée de voter à nouveau le contrat de DSP avec Everé.

Je rappelle quand même, que ce contrat nous a été présenté en 2005 comme, je cite : « *la meilleure offre... pour une garantie de bonne fin... de bonne exécution, sur le plan technique...écologique... et financier...* ».

Certains n'hésitant pas à affirmer au moment de le revoter en 2009 que, je cite : « *Il ne peut être remis en cause sur le plan juridique... car ce contrat ne souffre d'aucune irrégularité* ».

Depuis nous avons appris « *qu'en dehors de la prise en charge des surcoûts de construction, le déséquilibre contractuel persiste... car les coûts de traitements, lorsqu'ils ont été arrêtés, ne reflétaient pas l'économie réelle de la délégation* ».

Et, pour couronner le tout, la cour d'appel vient de confirmer l'illégalité du bail à construction rétrocedé à Everé sur un terrain relevant du domaine public, en précisant dans sa conclusion, je cite : "*L'irrégularité de ce bail affecte ainsi la légalité de l'ensemble contractuel approuvé par les délibérations de MPM et justifie, en conséquence, leur annulation*".

Ce qui est stupéfiant dans cette affaire, c'est que trois entités publiques dont la plus importante, l'Etat, le Grand Port Maritime et notre collectivité se soient mises à la faute dans cet avis de la Cour d'appel.

Le rapport d'aujourd'hui nous dit vouloir se prémunir d'un vide juridique suite à la décision de la Cour d'appel. Nous avons surtout le sentiment que notre collectivité est en difficulté pour désamorcer cette bombe à retardement et qu'elle essaie de gagner du temps.

Aujourd'hui, il n'y a aucune ambiguïté possible.

En revotant le même contrat de DSP, (c'est ce dont nous avons débattu en Commission et il faut prendre en compte les débats faits en Commission, c'est à cet endroit que l'on échange) ses annexes et ses avenants, sans rien changer, on reprend l'intégralité de l'ensemble contractuel, alors que l'on a constaté le déséquilibre patent et sachant que cet ensemble contractuel inclut à nouveau la cession du bail à construction qui a été retoqué par la Cour d'appel, au risque de se retrouver au Tribunal administratif dans la même situation illégale.

Monsieur le Président, vous comprenez bien qu'il y a encore moins de raisons pour nous, d'approuver en 2015 un ensemble contractuel que nous n'avons pas approuvé depuis 2005 sous la forme de cette DSP à Everé, qui est maintenant frappée d'illégalité. C'est une nouveauté.

Mais permettez-moi de renouveler le questionnement développé par notre collègue Karim Ghendouf lors de la dernière séance ; questionnement resté sans réponse de votre part.

Comment notre Communauté urbaine va amener le délégataire Everé à respecter tous ses engagements en matière de tri, de valorisation, mais aussi en matière de transparence et de contrôle citoyen ?

Comme on ne peut pas déconnecter cette situation de l'ensemble du problème de valorisation de nos déchets, quand allons-nous aborder sérieusement ce débat pour améliorer toute la filière, de la réduction et du tri des déchets à la source, de la poubelle domestique à l'usine de Fos, en passant par les marchés publics à renouveler ?

Sans cela, il faut s'attendre à de nouvelles hausses de fiscalité sans fin pour équilibrer le coût du traitement et de l'élimination. Ce n'est pas acceptable et nous considérons qu'il n'y a aucune fatalité dans cette situation.

Enfin et pour anticiper une nouvelle décision sans appel du Tribunal administratif, il serait utile que les Commissions ad hoc, la Commission Propreté Environnement et Développement Durable et/ou la Commission Fonctionnement et Maitrise des coûts puissent faire un état des lieux et se reposer toutes les questions dont celle des choix de gestion, on peut mettre sur la table celle d'une reprise du traitement des déchets sous maîtrise publique, plus évolutif et plus économe.

Pour terminer, permettez-moi, puisque l'on a fait état du changement de présidence au Département, de faire une proposition.

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne changera pas.

Monsieur ILLAC.- Justement, ce que je vous propose, c'est de changer notre façon de réfléchir. Je vous propose une mutualisation avec le Département qui s'est doté d'un schéma départemental de traitement des déchets, chacun le sait, et plus récemment d'une nouvelle présidence.

Je voulais terminer sur une proposition constructive pour faire avancer ce dossier.

Monsieur CASELLI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous connaissons bien la complexité du dossier du centre multifilières de Fos-sur-Mer, plus communément appelé incinérateur. Nous connaissons aussi le maquis juridique dans lequel notre collectivité est plongée depuis le début du contrat.

C'est un contrat à tiroirs, extrêmement complexe. C'est un contrat qui est sans arrêt remis en cause par des procès divers et variés, dont le dernier sur lequel le juge du Tribunal administratif a retenu un argument qui auparavant n'avait jamais prospéré, consistant à dire que l'on n'avait pas le droit de faire une DSP sur un terrain qui n'appartenait pas en propre à la Communauté urbaine.

Notre institution repasse une DSP parce qu'elle peut difficilement faire autrement pour la continuité du contrat.

De toute façon, même si la DSP n'existe plus, on sait que le contrat qui nous lie à Everé nous permet de continuer l'exploitation. Peut-être gagnez-vous du temps, néanmoins vous avez raison de le faire, car il faut d'abord aller en appel et trouver les moyens juridiques de régler cette situation.

Connaissant ce qui s'est passé et la continuité républicaine qui s'est faite sur ce dossier à l'époque de Jean-Claude Gaudin, lors de l'ancienne mandature et aujourd'hui, nous voterons pour cette délibération.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, merci de me donner la parole. M. Caselli à l'instant vient d'évoquer un certain nombre d'arguments que je n'aurai pas à reprendre car ils sont partagés.

Vous le savez vous-mêmes, Monsieur Caselli, puisque vous aviez pris en votre temps cette même délibération qui avait été largement votée à l'époque. L'ensemble des groupes avait apporté contribution ou abstention, ce qui n'était pas un vote contre.

Je rappelle simplement Monsieur Illac, que rien n'est remis en cause sur la transparence du dossier, sur le bien-fondé du dossier, sur l'équilibre du dossier et sur les choix effectués.

En aucune manière, votre introduction doit être retenue par rapport à la décision de la Cour d'appel. Nous devons régulariser la situation sur le plan juridique, c'est en cours, mais tout le reste est toujours d'actualité.

Vous faites une suggestion à l'éminente Présidente du Conseil départemental. J'aimerais que vous puissiez faire cette suggestion dans le cadre de la Métropole qui aura compétence en la matière et devra se pencher sur cette question.

Mais remettre en cause la décision initiale comme vous le laissez sous-entendre à l'instant induirait une crise départementale du déchet !

Si vous allez jusqu'au bout de votre raisonnement, c'est-à-dire de fermer l'unité de valorisation énergétique, à ce moment-là, il faudra se tourner vers les Maires qui ont des décharges sur les Bouches-du-Rhône. Aujourd'hui, il y a six décharges en exploitation sur le département des Bouches-du-Rhône et celles-ci sont pratiquement saturées en exploitation. La majorité d'entre elles arrivera à renouvellement en 2020, 2021 et 2022, si le Préfet l'autorise. Leur capacité actuelle est d'un million de tonnes. Notre production de déchets allant à l'incinérateur s'élève à 410 000 tonnes. Imaginez en combien de temps les décharges seraient saturées ! Ce n'est pas possible. Ce n'est pas envisageable.

Vous avez bien dit tout à l'heure que le Préfet, le Port et la Communauté urbaine étaient sur la même longueur d'onde. Cela m'étonnerait qu'il y ait un changement aujourd'hui sur cette question.

Vous dites que nous devons revoir notre tri et notre valorisation des déchets. Mes chers collègues, vous n'avez pas oublié le chiffre de production des déchets sur la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. C'est 650 000 tonnes.

A l'instant, je viens de citer le chiffre de ce qui est amené sur Fos : 410 000 tonnes. Que fait-on du reste ? D'après vous, ne serait-ce pas de la valorisation de matières qui est effectuée sur le différentiel ?

Nous devons encore améliorer la valorisation et le tri de nos déchets, mais nous en sommes à un chiffre déjà très avancé. Nous l'avons fait en d'autres temps. Cela avait été fait dans la mandature précédente et nous allons continuer à le faire.

N'exprimez pas des choses qui sont fausses, qui pourraient troubler l'opinion publique alors que nous sommes sur une situation qui fonctionne très bien.

Y a-t-il des marges de progrès possible, Monsieur le Président ? Certainement, nous y travaillons, vous y travaillez, vous vous impliquez.

Est-ce que l'on doit revoir la partie méthanisation ? Sans doute.

Est-ce que l'on doit améliorer le dispositif de ce côté-là ? Pourquoi pas.

Est-ce que l'on doit envisager d'autres évolutions de cette unité ? Pourquoi pas, nous y travaillons.

Aujourd'hui, nous devons trouver la solution juridique afin qu'il n'y ait plus d'ambiguïté sur ce dossier. Néanmoins, ce dossier aujourd'hui, en matière de traitement, est exemplaire. Nous n'avons eu aucune remarque de la part des services de l'Etat condamnant le fonctionnement de l'unité de valorisation énergétique de quelque manière que ce soit depuis qu'elle est mise en service.

Arrêtons de dire que cela ne convient pas, que c'est une agression, une pollution. C'est un fonctionnement qui se fait partout en France et ici d'une manière exemplaire. Trouvons la solution juridique et vous verrez, à la fin, vous finirez par la voter, ici ou à la Métropole. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de cette explication très précise, Monsieur Assante.

Monsieur Illac, vous avez opéré, en termes parlementaires, ce que l'on appelle « un cavalier ». Vous êtes parti d'un rapport pour parler d'autre chose.

Je vous signale qu'aujourd'hui, avec ce que nous faisons, nous ne gagnons pas du temps, nous sommes obligés de parer au plus pressé. C'est exactement le contraire que nous faisons.

Je me permets de vous rappeler que l'histoire du traitement multifilières des déchets, comme l'a dit Eugène Caselli, remonte à 2015 et que cette histoire est tout sauf un long fleuve tranquille. Ce sont plus de 34 procès. Nous n'arrêtons pas d'aller de surprises en surprises, plus désagréables que bonnes.

Vous vous souvenez que nous avons été condamnés par le Tribunal administratif le 4 juillet. Le payeur général a décidé, unilatéralement c'est ainsi, de ne plus accepter que nous payions directement, considérant que la condamnation nous obligeait à ne plus utiliser l'incinérateur, ce qui évidemment n'était pas possible. Vous qui parliez d'environnement, de traitement, vous ne m'avez pas fourni une solution alternative soit dit en passant.

La seule solution, Robert Assante vient de le dire d'une excellente manière, c'était de trouver les moyens légaux pour pouvoir continuer à incinérer les 340 à 360 000 tonnes que nous envoyons à Fos.

Donc nous votons – ce n'est pas la première fois – tous les deux mois, ce type de rapport qui nous permet de contourner légalement la décision du payeur.

Nous avons été condamnés, plus récemment cette fois-ci, en appel par la Cour administrative d'appel qui complexifie singulièrement les choses.

Nous ne cherchons pas à gagner du temps, mais à trouver une forme pérenne qui puisse nous sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. L'impasse est simple : soit nous acceptons ce que nous demande Everé pour les 34 procédures qui, dans le temps, nous ont condamnés à des sommes qui se sont cumulées et ont produit des intérêts se chiffrant aujourd'hui à une somme abyssale de 280 millions, soit nous nous arrêtons et dans ce cas, c'est 430 millions de dédit que nous payons à la société Everé.

Si vous avez des solutions de remplacement, dites-le nous vite, cela nous intéresse.

Nous essayons de trouver une structure qui nous permette, certes, comme l'a dit Robert Assante, de mieux trier, de mieux gérer cette filière, c'est incontestable. D'ailleurs, cela avait été commencé sous la précédente mandature, mais arrêté en cours de route.

Ce sera l'objet de la délibération que nous devons présenter ce matin mais que, pour des raisons de droit public, j'ai souhaité reporter afin que nous ayons non seulement un meilleur éclairage de la part de nos collègues qui siègent dans la Commission *ad hoc*, mais aussi l'expertise d'universitaires, spécialistes des contrats publics. Ils pourront nous expliquer, nous dire le droit, nous dire si ce que nous allons voter au mois de mai est bien légal, bordé et ne met personne dans un risque juridique.

Voilà les raisons qui nous ont amenés aujourd'hui à voter ce rapport-ci et à retirer l'autre, de manière à ce que les choses soient parfaitement claires.

Vous n'avez pas tort lorsque vous dites que nous sommes dans une histoire sans fin, que nous allons de procès en procès, que nous mettons en quelque sorte (si vous me permettez l'expression populaire) des « emplâtres sur une jambe de bois », car il faut trouver une solution. Mais comme cela vient d'être dit, il n'y a pas d'autres solutions.

C'est la seule solution que je vois, puisque Entressen c'est fini (heureusement d'ailleurs) et que les autres dépôts, dont nous nous servons car tout ne va pas à Fos, seront fermés en 2020, 2021 et 2022.

Que nous reste-t-il ? Naples ? Les ordures qu'on brûle dans les rues quand il y en a trop ? Ou alors tout mettre sur des bateaux en direction de pays, je ne sais lesquels, qui pourraient faire le tri de nos ordures à notre place ? C'est impensable. Nous courons à la catastrophe sanitaire et écologique.

Il faut que nous trouvions dans le droit, des solutions qui nous permettent de sortir par le haut de cette situation, de continuer à assumer le service que nous devons à nos populations d'une part et d'autre part, d'assurer aussi un équilibre à la société Everé qui, comme vous le savez, perd 20 millions par an dans l'exploitation de cette filière.

Voilà l'équation dans laquelle nous nous trouvons et que nous essayons de régler ensemble de la meilleure façon.

Je soumets ce rapport à votre approbation. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire

Vote contre de Mme Djambaé

COMMISSION PROPRETÉ ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Lapeyre pour la Commission « Propreté, Environnement, Développement Durable ».

Monsieur LAPEYRE.- Pour information, Monsieur le Président, mes chers collègues, notre Commission s'est délocalisée et s'est tenue au pôle multifilières de tri du Jas de Rhodes aux Pennes Mirabeau. Après avoir examiné les 15 rapports présentés en Conseil, les élus présents ont visité ce centre de tri très performant.

Cinq rapports (du 27 au 31) qui concernent la thématique de l'eau et de l'assainissement traitent essentiellement d'affectation d'opérations spécifiques nouvelles liées à la distribution d'eau potable. (Allauch, Marseille et Sausset-les-Pins)

Six rapports (du 32 au 37) rejoignent parfaitement votre volonté et votre détermination, Monsieur le Président, d'améliorer la propreté sur notre territoire et plus particulièrement sur Marseille.

Quatre rapports (du 38 au 41) sont relatifs à la préservation de notre environnement et du patrimoine naturel de notre territoire. Avec le rapport n°40, qui sollicite de notre Conseil l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie, notre collectivité pourra améliorer la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant, elle assurera la préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins et permettra la construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

Monsieur le Président, chers collègues, les quinze rapports soumis à l'avis des élus de notre Commission ont tous été adoptés à l'unanimité.

Après cette présentation, permettez-moi, Monsieur le Président, de m'exprimer sur le rapport n°37 portant sur la signature d'une convention avec la société Terradona relative à l'expérimentation sur notre territoire de Marseille Provence Métropole pour l'optimisation de la valorisation des déchets.

Une politique modernisée et efficace de gestion des déchets qui fait appel à un meilleur tri et recyclage doit expérimenter de nouveaux concepts technologiques.

La société Terradona s'est rappelée du principe de la bouteille consignée. Pourquoi les personnes rapportaient les bouteilles et pourquoi y trouvaient-elles un intérêt ? Tout simplement parce qu'il y avait une récompense, une incitation financière.

Cette société a décidé de réhabiliter la consigne d'une manière moderne et pour cela, elle a imaginé un conteneur de tri intelligent et communicant équipé d'un boîtier qui comportera des capteurs pour reconnaître les déchets, les discerner et identifier la personne qui accomplit le geste de tri grâce à une carte à puce ou une application sur son mobile.

A partir de là, elle valide la remise des déchets et en échange elle vous crédite des points qui seront ensuite convertis en gains.

Cette expérimentation qui durera 6 mois n'aura aucun impact budgétaire en matière de dépenses pour MPM puisque l'entreprise Terradona s'engage à équiper gratuitement les colonnes de tri sur des périmètres identifiés en commun.

Il me semble opportun et judicieux de choisir ces lieux là où se trouvent les habitants qui rechignent le plus à accomplir les gestes qu'exige la préservation de notre environnement.

L'idée est bien celle-là : cesser de taxer toujours plus car cela passe très mal auprès des habitants. Il faut donc une contrepartie au geste de tri, montrer que celui qui le fait et le pratique participe à quelque chose d'utile. Il faut lui donner de bonnes raisons de le faire !

Par ailleurs, cette expérimentation sera également effectuée sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix. Certains y verront une prémisse de la mise en place de la Métropole Aix Marseille Provence, en matière de gestion des déchets.

Cette compétence de la future collectivité ne pourra faire l'objet, selon la loi, d'une délégation aux futurs Conseils de Territoire.

Monsieur le Président, avec cette expérimentation, qui, je l'espère, sera concluante, vous avez décidé de mettre en place un système incitatif de collecte des déchets propres et recyclables en point d'apport volontaire et vous impulsez ainsi une nouvelle dynamique au geste de tri.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Cordier, souhaitez-vous nous parler des rapports n°32 à 37 ?

Madame CORDIER.- Monsieur le Président, chers collègues, sur ces rapports, la Commission a donné un avis unanimement favorable.

Je voudrais revenir sur le rapport n°33 qui est une opération d'investissement pour des équipements de conteneurs pour la collecte.

Nous avons parlé tout à l'heure des Départementales. J'ai lu dans des tracts, les candidats du Front National de mon secteur annoncer des choses qui me semblaient assez aberrantes.

Je voudrais revenir sur ce projet pour bien dire ce sur quoi nous investissons.

Comme chaque année, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'emploie à équiper le territoire communautaire en conteneurs pour permettre aux usagers de présenter leurs déchets à la collecte.

L'opération créée à cet effet en 2012 arrive à échéance au cours du premier semestre 2015. Par conséquent, pour poursuivre cet effort et pérenniser les équipements sur l'ensemble du territoire communautaire, il est nécessaire de créer une nouvelle opération d'investissement sur une période de quatre ans, de 2015 à 2019.

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette mission sont de 9,5 millions d'euros. Un million et demi sera utilisé en 2015. Il permettra l'acquisition de bacs roulants individuels et de postes fixes ainsi que le développement de la collecte latérale qui doit permettre d'améliorer, de manière sensible, comme on le voit en ce moment sur certains secteurs, l'efficacité et la qualité de la collecte.

Il est à noter que le coût important de ces équipements incite à une grande vigilance quant aux modalités de renouvellement. Ainsi seront mises en place des règles de gestion plus contraignantes pour éviter les abus dans les demandes de remplacement et abandonner la simple logique du guichet qui a prévalu jusqu'à maintenant.

Nous avons tous l'exemple des conteneurs volants qui s'éparpillent sur notre territoire donc nous avons une politique de récupération de tout ce qui est égaré dans la nature.

Je voulais préciser, par rapport à mon propos liminaire, qu'en aucun cas, nous ne finançons des appartements pédagogiques. Il faudra m'expliquer ce que sont ces appartements pédagogiques pour la propreté. Je ne pense pas que l'on puisse mettre à disposition des Marseillais et des habitants de la Communauté urbaine, un appartement où l'on apprendrait comment balayer et ramasser les ordures. On a vu cela dans des tracts... Nous avons trouvé cela magnifique. Il faudra m'expliquer... C'est peut-être un investissement...

M. Lapeyre m'a coupé l'herbe sous le pied. Il a très bien parlé de l'expérience que nous allons mener avec Terradona. La valorisation des gestes citoyens est dans notre Contrat local de Propreté. C'est pour cela que nous avons des ambassadeurs de la propreté, que nous avons les services civiques. Nous n'allons pas jusqu'à la cuisine des gens pour ramasser les poubelles ou pour leur expliquer comment faire. On devrait peut-être le faire... si ça pouvait être ça !

L'éducation au tri et à la réduction des déchets est vraiment une de nos priorités, notamment dans notre Contrat local de Propreté puisque ce geste de valorisation est pour nous très important.

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je voudrais remercier Madame Cordier pour l'investissement que vous mettez avec passion au service de votre délégation qu'est le

nettoisement. Je sais que c'est un investissement de tous les instants, quasi quotidiens, de jour et même parfois tard dans la nuit.

Merci de faire avancer notre Contrat de Propreté. Je dois dire, à ma grande satisfaction, que nos compatriotes se félicitent des efforts que nous avons accomplis, que les cadres de notre Communauté ainsi que nos agents de la propreté, qu'ils soient au ramassage ou au nettoyage accomplissent au quotidien.

Je voudrais dire également qu'il y a encore des marges, vous l'avez souligné, mais ce qui est intéressant, c'est d'innover, de trouver de nouvelles solutions. C'est ce que vous faites l'un et l'autre de concert avec les services et je pense que tout cela porte ses fruits.

Les services de MPM font des efforts importants, néanmoins, il reste encore beaucoup à faire du côté de la citoyenneté car je trouve que l'on observe encore beaucoup trop de gestes qui ne sont pas conformes au bien vivre ensemble, et ce, dans tous les quartiers. En tout cas, merci du travail que vous accomplissez.

27. PEDD 001-10/04/15 CC - Approbation de l'affectation d'une opération spécifique nouvelle liée à l'adduction de l'eau

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

28. PEDD 002-10/04/15 CC - Approbation de trois affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la distribution de l'eau

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

29. PEDD 003-10/04/15 CC - Dégrevement sur des factures d'eau 2014 suite à des fuites sur les installations privées à Plan de Cuques

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

30. PEDD 004-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de Cession des marques françaises «Assainissement d'Ouest Métropole», «Saom», «Assainissement d'Est Métropole», et «Saem», et contrats de licences

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

31. PEDD 005-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de Cession des marques françaises : « Société Eau de Marseille Métropole », « SEMM » et « Eau de Marseille Métropole », et contrat de licence exclusive de marque

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

32. PEDD 006-10/04/15 CC - Adhésion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

33. PEDD 007-10/04/15 CC - Affectation d'une opération d'investissement pour le budget de la Direction de la Propreté Urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

34. PEDD 008-10/04/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération N°2013/00088 «Etude de programmation relative à l'aménagement de l'Installation de Collecte et Transfert Sud (ICTS)»

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. PEDD 009-10/04/15 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour le financement et l'acquisition de caissons et wagons pour le transfert des déchets ménagers

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. PEDD 010-10/04/15 CC - Approbation du renouvellement de la convention avec l'organisme coordonnateur OCAD3E concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (D3E)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. PEDD 011-10/04/15 CC - Approbation d'une convention avec la société Terradonna reative à l'expérimentation sur le territoire de Marseille Provence Métropole pour l'optimisation de la valorisation des déchets

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Nous passons des rapports n°38 à 41, Monsieur Le Disses, avez-vous un mot à ajouter ?

Monsieur LE DISSES.- Avis favorable, Monsieur le Président.

38. PEDD 012-10/04/15 CC - Adhésion et paiement de la cotisation 2015 à l'Observatoire Régional de l'Energie du Climat et de l'Air (ORECA) - Approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

39. PEDD 013-10/04/15 CC - Approbation de l'adhésion et du versement de la cotisation 2015 au Club déciBel Villes animé par le CIDB

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

40. PEDD 014-10/04/15 CC - Approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

(S'adressant au groupe Front National Rassemblement Bleu Marine) Vous vous abstenez sur le Contrat de Baie ? Avez-vous bien regardé ? Vous faites ce que vous voulez mais...

Monsieur LE DISSES.- Monsieur le Président, au vu de cette abstention – et ce n'est pas une critique, c'est une constatation – j'aimerais faire un petit résumé de ce qu'est le Contrat de Baie.

Ce Contrat de Baie est un programme territorial et contractualisé d'actions environnementales concernant la baie, qui part de Martigues jusqu'à Saint-Cyr-sur-Mer. Il comporte six masses côtières et onze cours d'eau. Il mobilise, ce qui est exceptionnel, 70 acteurs qui ont pour objectif de construire le littoral de demain.

Le 26 septembre dernier, l'ensemble des acteurs qui portaient de manière satellitaire plusieurs actions sur les bassins versants et sur le littoral se sont unis, à la demande de la Communauté urbaine, pour constituer ce Contrat de Baie. Afin de réussir cette union majeure pour la protection de notre patrimoine environnemental, nous avons organisé plusieurs rencontres bilatérales et collectives, afin de cerner les besoins, d'abord du territoire avec les deux comités techniques pour ébaucher un programme d'action, et des commissions thématiques pour affiner le programme d'action.

Avec ce Contrat de Baie, nous répondons aux diverses directives européennes (c'est donc un impératif, une obligation), ce qui était loin d'être le cas. Nous regroupons dans un seul projet par exemple le plan de gestion de la rade de Marseille, la gestion intégrée des zones côtières, le schéma des vocations littorales, la démarche engagée des ports propres, le plan d'action baignade, le contrat d'agglomération, la charte du parc des calanques, le plan de gestion du parc marin de la Côte bleue, de la Baie de Cassis, de La Ciotat et de Saint-Cyr-sur-Mer.

L'objectif final, sur le terrain, étant d'améliorer la qualité des eaux de baignade, d'atteindre un bon état écologique et chimique des eaux côtières et de nombreux cours d'eau, de restaurer les milieux aquatiques soumis aux pollutions industrielles historiques, de

rechercher l'équilibre entre préservation des milieux littoraux à forte valeur écologique et les nombreux usages économiques et de loisirs, de coordonner les différentes modalités de protection et de gestion des espaces littoraux et marins.

Pour ne pas être trop long, mais il faut quand même éclairer l'ensemble des élus ici présents pour qu'ils votent en toute conscience, il convient de dire que ce Contrat de Baie, largement subventionné par l'Etat, comportera 17 actions, 80 opérations pour un budget d'environ 250 millions d'euros, un exemple pour la Métropole de demain, c'est donc un projet métropolitain.

Pour la mise en œuvre et pour être complet, j'ajoute que la première phase se fera sur 2015-2018, la deuxième phase sur 2018-2021.

Hier, il a été voté à l'unanimité des membres présents au Comité de Baie, l'approbation définitive dudit contrat que nous vous proposons de voter au travers de cette délibération.

Je pense qu'il était non pas nécessaire mais indispensable que chacun soit conscient de ce qu'il va voter ou pas aujourd'hui.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Le Dissès. Vous avez bien souligné l'importance de ce contrat qui est un peu, à l'énoncé du titre, relativement anodin. C'est un contrat qui va régir les années à venir.

Je vous signale que nous avons engagé 180 millions d'euros pour accompagner ces travaux, ce qui n'est pas rien. Cela permettra d'avoir des eaux sur un littoral immense, des Lecques jusqu'à Martigues. Je pense que cela valait la peine d'être expliqué. L'idée est de recueillir les eaux de pluie et de les contenir. Après ces explications, est-ce que nos collègues du Front National ont pris leur décision ?

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur Le Dissès, votre intervention n'a pas été inutile.

41. PEDD 015-10/04/15 CC - Approbation de l'offre de concours de la Ville de Marseille pour la réalisation d'une étude sur la stratégie globale d'information et de sensibilisation dans le cadre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS METROPOLITAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Roger, la Commission « Développement des transports métropolitains » s'est réunie le 2 avril.

Madame ROGER.- Monsieur le Président, chers collègues, la Commission a examiné les rapports soumis à son approbation.

Il y a eu un avis favorable avec une réserve du groupe socialiste sur l'expérimentation de la desserte maritime Pointe-Rouge / Goudes en raison du tarif appliqué. Néanmoins, c'est un projet remarquable. C'est une expérimentation que vous avez bien voulu mettre en œuvre au regard du succès de la desserte maritime Vieux-Port / Estaque et Vieux-Port / Pointe Rouge.

Il s'agit là d'un essai avec des contraintes techniques importantes au regard du port des Goudes et des tailles de navire. Je précise en outre que l'abonnement XL de la RTM permet un accès gratuit (moyennant le coût de l'abonnement évidemment) à ces navettes pour les Marseillais qui sont abonnés. Pour les touristes, ce sera un coût de 5 euros avec un souci de non concurrence avec l'accès au Frioul. Il y a eu un avis favorable avec cette réserve sur le tarif de la part du groupe socialiste.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, je pense qu'il est important de réexpliquer la raison de notre inquiétude sur cette tarification. Ce n'est pas tant la tarification par bassin (avec trois bassins : Estaque, Vieux-Port et Goudes), mais plutôt le fait que si l'on part de l'Estaque pour aller aux Goudes, il faudra payer 15 euros l'aller et 15 euros le retour. Cela me paraît énorme. Nous n'avons peut-être pas tout compris, c'est possible, mais je pense qu'il faudrait prévoir une tarification pour l'utilisateur qui fait le voyage intégral. Le tarif pour les touristes est tout à fait normal. Quand on est touriste, on paie, comme on le fait nous-mêmes ailleurs. Toutefois, pour les Marseillais qui utilisent ce transport pour aller travailler, je pense qu'il est important de trouver une solution qui convienne à tout le monde.

Monsieur GHENDOUF.- Monsieur le Président, mes chers collègues, pour faire suite à ce que vient de dire Mme Ghali, nous aussi, nous exprimons un peu de réserve sur ce sujet. Bien évidemment, ce n'est pas le sujet lourd des déchets, je ne vais pas y revenir et répondre à M. Assante, mais c'est un peu fort.

(S'adressant à M. Assante) Vous êtes très fort pour noyer le poisson, mais ce n'est pas grave.

Revenons à ce projet. Ce projet expérimental pour cet été, affiche l'ambition d'une alternative d'accès au Parc National des Calanques. On pourrait se réjouir de cette conversion pour un mode de transport, que pas grand monde voulait au début. D'ailleurs, j'ai échangé avec M. Christian Pellicani là-dessus.

Sauf que le projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout et souffre d'une précipitation qui ne met pas toutes les conditions d'une expérimentation réussie.

D'abord, constatons que la concertation n'est pas vraiment la marque de fabrique de cette expérience. Ce projet rencontre une forte opposition du côté des résidents concernés, car il est vécu comme une desserte à vocation touristique et non comme une diversification du service de la RTM pour les déplacements quotidiens.

Ce n'est pas faux.

Monsieur LE PRESIDENT.- Et ce n'est pas bien le touristique ? C'est dangereux ?

Monsieur GHENDOUF.- J'y reviendrai, Monsieur le Président.

Un trajet d'environ 1 heure et demi, avec une rupture de charge à la Pointe Rouge pour aller au Vieux-Port ou en revenir, n'a pas vocation à satisfaire un usage résident.

Ensuite, le projet s'inscrit dans une réorientation des deux autres navettes maritimes de la RTM vers plus de « rentabilité » touristique :

- Suppression des 1^{ers} services du matin et réduction des A/R en soirée ; donc des tranches horaires principalement utilisées par les salariés ou habitants.

- Réduction du nombre de mois de fonctionnement autour de la saison estivale mai/septembre
- Augmentation du tarif de 3 euros à 5 euros, soit 10 euros A/R.

Contrairement à ce qui est dit, cette augmentation ne concerne pas que les touristes ; elle impacte aussi les habitants qui n'ont pas ou ne peuvent pas faire l'avance d'un abonnement Pass XL RTM, qui seul donne accès sans supplément au service des navettes.

Mais ce n'est pas tout : appliquer le même tarif que la navette Vieux Port/Pointe Rouge, alors que le trajet Pointe Rouge/Les Goudes est au moins deux fois plus court n'est pas logique et risque d'être rédhibitoire. En tout cas pour ceux qui voudraient se rendre du Vieux-Port au Goudes pour aller dans le parc, l'addition s'élèvera à 10 euros A/R X 2 = 20 euros par personne – soit 80 euros pour une famille avec deux enfants.

Alors que sur tout le réseau RTM un ticket permet une heure de correspondance, là ce n'est pas le cas.

Nous soutenons donc la proposition d'un ticket permettant cette correspondance et il est encore temps de le faire.

Certes le nouveau montage tarifaire vise à réduire de trois millions d'euros à moins de deux millions d'euros, le coût imputé à notre budget de ce service de navettes maritimes. Mais si on ne résonne qu'en termes d'équilibre budgétaire, il faut alors se poser la question de l'existence d'un bon nombre lignes de bus de la RTM où les recettes ne couvrent même pas le quart des dépenses. Seules les grandes lignes les plus fréquentées trouveraient place dans ce style de raisonnement.

Oui le transport public a un coût. Mais en offrant une alternative à la voiture individuelle, il est toujours préférable et inférieur au coût d'entretien des voiries, au coût environnemental et de santé publique, à la dégradation de la qualité de vie. En transportant 100 passagers, une navette maritime remplace 30 à 50 voitures potentielles. C'est un choix.

Enfin dernière remarque : tout le monde convient qu'un projet direct Vieux-Port/Les Goudes serait plus pertinent. Car, cette navette expérimentale ne sortant de la zone des 300 mètres, sa vitesse sera plafonnée à cinq nœuds, d'où une traversée presque aussi longue qu'entre Pointe Rouge et Vieux-Port.

D'où également une grosse préoccupation de stationnement ; puisque l'offre de stationnement à la Pointe Rouge n'est absolument pas dimensionnée pour en faire un « pôle d'échange ».

A l'arrivée, Monsieur le Président, le projet tel qu'il est présenté ressemble plus au final à un affichage médiatique qu'à une solution étudiée et cohérente des besoins et des possibilités d'une nouvelle option de déplacements maritimes, au risque d'une expérimentation plombée d'avance.

Concernant les touristes, bien évidemment, il faut favoriser l'accessibilité sur l'ensemble de nos sites à vocation touristique de l'ensemble des personnes qui souhaitent visiter notre magnifique région. Dans le même temps, nous devons être garants de l'équité des citoyens, qu'ils soient touristes ou non. Je ne partage donc pas forcément l'idée que les touristes devraient payer plus que les résidents. Mais en tout cas, ce que je ne partage absolument pas, c'est que les salariés et les habitants du territoire ne bénéficient pas d'un service de haut niveau de qualité qui réponde à leurs besoins du quotidien au détriment des touristes.

Je vous remercie, Monsieur le Président, mes chers collègues d'avoir été attentifs. Mon groupe s'abstiendra sur ce rapport.

Monsieur MORAINÉ. - Monsieur le Président, je voudrais vous remercier d'avoir, avec ce rapport, ce projet, cette réalisation, tenu un engagement de campagne que nous

avons pris lors des municipales de 2014, en particulier dans les 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements.

Avec Jean-Claude Gaudin, Martine Vassal, Laure-Agnès Caradec, nous avons annoncé, sur cette idée qui était effectivement venue de vos bancs mais que certains d'entre nous avaient soutenue dès cette époque-là, le Président en particulier mais d'autres également, qu'il fallait la prolonger parce que cela fonctionnait, parce que c'était une bonne idée et parce que c'était aussi un des moyens, pas le seul il en faudra beaucoup d'autres, de soulager la circulation sur le littoral Sud. Robert Assante et la Présidente de l'AGAM, Laure-Agnès Caradec savent cela.

Nous avons pris cet engagement de campagne et aujourd'hui, il est tenu. Ce n'est déjà pas si mal de tenir les promesses de campagne que l'on a faites.

Vous soutenez aujourd'hui des arguments inverses de ceux que vous nous aviez proposés, pour finalement dire : *Non, cela ne nous convient pas, ce n'est pas tout à fait bien.* C'est quand même un peu bizarre, vous l'avouerez.

Vous dites que les résidents des Goudes sont contre. Je ne vous ai jamais vu aux Goudes. Pour ma part, je vais à l'assemblée générale du CIQ des Goudes avec les élus de la majorité des 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements. Je n'y ai d'ailleurs jamais vu aucun représentant de l'opposition. Aucun !

Il y a eu une inquiétude sur l'afflux de population, tout comme à la Pointe-Rouge. Finalement, après discussion, notamment avec les commerçants des Goudes qui sont des commerçants qui habitent aux Goudes et font partie intégrante du Comité d'Intérêt de Quartier, tout le monde a convenu que c'était plutôt une bonne solution, au moins à titre d'expérimentation, telle qu'elle est aujourd'hui proposée. C'est mieux pour les résidents, c'est mieux pour les commerçants, c'est mieux pour la circulation, c'est mieux pour les touristes et il en faut pour faire tourner l'économie de cette ville, donc c'est un bon dossier.

Il reste le coût. Ce n'est pas un souci de rentabilité qui a guidé le Président de la Communauté urbaine, c'est un souci d'économie parce que de rentabilité, il n'y aura point, ni pour ce transport en commun là, ni pour les autres comme vous l'avez justement dit.

Néanmoins, on n'est pas obligé de perdre quatre millions d'euros par an, on peut essayer, par des mesures correctives, de n'en perdre que la moitié. C'est un souci d'économie qui a guidé le Président. Ceux qui ont l'abonnement RTM paieront le tarif du ticket de bus pour faire ce passage. Donc pour ce qui concerne les rotations de travail, c'est un coût de transport en commun classique et les touristes qui l'utilisent pour un aspect ludique et découverte, comme lorsque nous-mêmes nous allons dans une capitale ou visiter une ville, paieront un peu plus cher, et après tout, c'est tout à fait normal.

Monsieur le Président, merci et bravo pour cet excellent dossier.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci beaucoup. Je voudrais vous dire que la vision des transports que vous avez n'est pas celle de l'esprit des navettes qui ont été créées par la précédente majorité. C'était une idée très ancienne que je portais et que j'ai partagée avec mes collègues de la précédente majorité et ceux qui avaient jugé bon de faire l'expérience.

Il ne s'agit pas d'un transport supplémentaire, il s'agit d'un moyen de faire déplacer essentiellement des touristes. Car nous avons des ratios, nous avons cherché. Ce n'est même pas la Communauté urbaine, mais la RTM, qui indique que ce sont à 95% des touristes. Je sais bien que les touristes peuvent être marseillo-marseillais. Cela peut être une famille qui part avec ses enfants manger dans un restaurant de l'Estaque et reprend le bateau après. Cela n'a jamais été considéré, dans nos esprits, comme un moyen de transport. Cela peut le devenir, cela peut l'être pour certains, mais nous ne sommes pas sur un lac italien. Ce ne sont pas des vaporetto, ce sont des moyens saisonniers pour permettre

à un certain nombre de citoyens de pouvoir faire une mini-croisière sur une baie superbe et se donner un peu de plaisir pour cinq euros.

Je me suis rendu, avec ces bateaux, à l'Estaque. La quasi majorité des commerçants m'ont dit : *surtout n'allez pas supprimer les navettes car depuis qu'on a les navettes, c'est formidable !*

Les gens sont ravis. Nous les avons rassurés en leur disant que nous allions continuer.

En ce qui concerne le tarif, Madame Ghali, je veux bien tout entendre mais vous omettez qu'avec la carte Transpass, le tarif, pour les usagers qui veulent prendre le bateau pour aller au bureau, au travail ou à la fac, est de 1,20 euro. Tout à l'heure Mme Roger a employé le terme « gratuitement ». C'est vrai, 1,20 euro, ce n'est pas beaucoup. On ne peut pas dire que ce n'est pas un tarif abordable par tous.

Il faut arrêter d'agiter les fantasmes, de voir les choses toujours sous un angle non pas de voyageur, non pas de touriste, mais d'usager. Nous avons mis en place et maintenons la fréquence de ces bateaux.

Nous avons fait des pointages le matin. Il n'y avait, à 7h30, qu'un ou deux passagers sur le bateau. Est-ce franchement du bon commerce que de faire cela ?

Je pense qu'il y a des équilibres à respecter. Cela a été excellemment dit par Yves Moraine. Nous ne sommes pas là pour gagner de l'argent, mais nous ne sommes pas là non plus pour en perdre un maximum.

Il est vrai qu'à la gauche de la gauche, l'argent des autres n'a pas d'odeur. En revanche, il y a toujours quelqu'un qui paie ! C'est le contribuable.

Quand je vois la gestion que vous avez eue à Aubagne... Vous avez laissé une facture d'eau de dix millions. Il va falloir que quelqu'un paie la facture. C'est bien pratique de faire de la démagogie mais après, il faut payer et il y a toujours quelqu'un pour payer.

Ce que vous dites n'est pas recevable. De plus, je vous trouve très curieux. A une époque, j'entendais quelqu'un sur le littoral s'agiter beaucoup en disant : *le Président Teissier veut arrêter les navettes, c'est un scandale, mobilisons-nous, tous ensemble, tous ensemble ! Il faut manifester pour le maintien !*

Il n'a jamais été question de les arrêter. Elles y sont. On entend encore les mêmes dire : *Ce n'est pas comme ça qu'il fallait faire, il fallait partir de là et aller jusque-là, et le prix etc.*

Vous parliez tout à l'heure du prix entre la Pointe-Rouge et les Goudes.

Le trajet entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge est de 45 minutes. Le trajet entre la Pointe-Rouge et les Goudes est de 40 minutes. On ne va pas faire payer 4,70 euros pour les cinq minutes de battement. Finalement, le coût est relativement juste par rapport à ces deux distances.

Je suis très heureux que nous fassions cette expérimentation. Vous disiez qu'il n'y a pas eu de concertation. Les informations qui vous proviennent du monsieur dont vous nous avez parlé tout à l'heure, ne sont sans doute pas tout à fait bonnes. Il faudrait qu'il prenne maille avec Yves Moraine qui pourrait lui expliquer tout cela et lui donner des informations sur les habitants des Goudes car il les connaît bien. Je crois que les gens sont très satisfaits et ce qui a fait florès à l'Estaque et qui constitue un vrai succès le sera aussi pour les Goudes.

De toute façon, c'est une expérience qui ne démarrera que le 1^{er} juillet pour se terminer le 30 septembre. Si elle est concluante, nous la maintiendrons, nous l'étendrons, nous l'aménagerons. Si elle ne l'est pas, nous la supprimerons, c'est aussi simple que ça.

Voilà, mes chers collègues, les quelques précisions que je souhaitais apporter après les interventions des uns et des autres.

Monsieur MARANDAT.- C'est un projet que je connais bien et c'est vrai, Monsieur le Président, que l'argumentation que vous avez développée est tout à fait satisfaisante, vu sous cet angle.

C'est une expérimentation donc nous voterons pour car en effet, cela vaut la peine d'essayer. Néanmoins, je ne voudrais pas, qu'à travers cela, on fasse des faux problèmes. Il est vrai que la circulation dans toute cette zone, en particulier aux Goudes, a été, ces dernières années, transformée de façon inepte.

Nous ne pouvons pas cautionner ce qui a été fait car cette voie qui, somme toute, apportait quand même un certain service à la population a été modifiée, rétrécie. Pour sortir du port de la Pointe-Rouge, nous avons des itinéraires absolument incroyables qui font que les personnes avec leurs remorques qui veulent passer une journée de détente, sont obligées de passer deux heures pour arriver jusqu'au plan d'eau, et deux heures pour en repartir par un circuit absolument incroyable qui bouche toutes les arrivées de la circulation des Goudes et qui, tous les dimanches soir, transforme cet endroit en un véritable réceptacle de véhicules, non parce qu'il y a trop de véhicules mais parce que les voies ont été conçues pour faire en sorte que dès qu'il y a quatre voitures, cela fait un embouteillage.

Donc il ne faudrait pas que le système de navettes soit là pour masquer ce problème et j'espère que vous prendrez des résolutions pour essayer de régler ce problème de circulation qui est inepte.

Il est vrai que d'un autre côté, les tarifs que vous donnez pour ces navettes sont tout à fait acceptables, me semble-t-il, car il y a en effet ce côté utile mais aussi ludique de permettre aux gens de faire une petite promenade dans un paysage, nous le connaissons bien, qui nous ravit. C'est, je crois, une bonne expérimentation, mais à condition, je le répète, de ne pas masquer ces problèmes de circulation qui sont faits de façon inintelligentes et un peu scandaleuses. Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Avant de passer la parole à Mme Ghali qui la demande à nouveau, je voudrais vous dire que ce n'est pas du tout dans l'esprit. La trame circulatoire à la Pointe-Rouge, c'est un autre problème et cette expérimentation n'est pas du tout faite pour régler cela.

Il n'en reste pas moins vrai qu'on bénéficiera d'un effet d'aubaine car il y a quand même cette idée qu'un peu moins de véhicules emprunteront la voie.

L'idéal serait que l'on puisse avoir un service de bateaux qui aille jusqu'à Callelongue pour que l'on puisse désengorger la route des calanques qui est saturée d'une manière épouvantable dès les beaux jours, mais c'est une autre histoire. Je rêve un peu...

Madame GHALI.- Je voudrais faire une explication de vote pour que l'on ne se méprenne pas sur notre position. Nous soutenons le principe de cette action, puisque cela faisait partie de ce qu'avait fait en son temps Eugène Caselli et nous l'avons défendu avec vous ici.

Nous parlons, et c'est un défaut que nous avons, entre Marseillais, mais il y a aussi des gens qui viennent du territoire voisin, Ensûès, Martigues, Marignane etc. Ils profitent de cette période pour s'arrêter à l'Estaque et ensuite prendre la navette.

Il y a également la question du tarif, il ne s'agit pas de remettre en question tout ce que l'on vient de dire, au contraire. Mais il faut peut-être réfléchir à une situation qui fait que l'été, les gens prennent plus facilement le bateau que le bus.

Les abonnements s'arrêtent souvent pendant la période scolaire et les parents ne prennent pas spécialement l'abonnement l'été. Cela représente aussi un coût pour les

familles, il faut l'entendre. Je sais que vous êtes capable de l'entendre, Monsieur le Président.

Tant mieux, l'expérimentation est là. Mais il faudra quand même qu'on se penche pour qu'un maximum de Marseillais puissent profiter de cela. Il y a des gens qui ne partent pas en vacances. C'est un moment de détente agréable, nous avons la chance d'avoir une baie magnifique, autant en profiter. Mais sur la question de la tarification, je le dis, il faut qu'on ait une réflexion.

Certes, je n'ai pas entendu les habitants des Goudes (je le reconnais, je ne suis pas des Goudes), mais j'ai entendu et je fais confiance à ceux qui les écoutent. Faites-moi aussi confiance sur le territoire des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, j'entends les habitants qui s'inquiètent du tarif.

Monsieur le Président, nous en avons assez parlé ensemble, la première chose que je vous ai demandée était de maintenir ces navettes maritimes pour les habitants car c'est un vrai succès. Nous le portons tous ensemble et devons continuer à le porter tous ensemble.

Mais je dis qu'il y a aussi des inquiétudes de l'autre côté de la ville sur ces tarifications.

Nous nous abstiendrons non pas sur les navettes mais sur la question de la tarification pour laquelle il va falloir qu'on se mette autour d'une table pour réfléchir comment faire, tout en faisant en sorte de ne pas gaspiller car nous sommes tous inquiets des deniers publics. Il n'y a pas ceux qui voudraient protéger les deniers publics et ceux qui voudraient les dépenser.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais donner la parole à M. Assante qui veut dire un mot, mais je pense, Madame Ghali, que ce que vous dites n'est franchement pas recevable. Dans cette affaire, les familles modestes peuvent toujours utiliser leur carte Transpass et pour elles, le tarif maximum est 1,20 euro, cela peut être moins de 1,20 euro. Arrêtons de faire de la politique politicienne.

(Protestations)

Ne me dites pas non ! On paie au maximum 1,20 euro le ticket. Très franchement, c'est ouvert à tous !

S'il y a des familles marseillaises en difficulté, il me semble qu'elles peuvent pour une promenade faire un effort d'1,20 euro. Il s'agit là du tarif maximum car les étudiants, les enfants, les retraités ne paient pas ce tarif mais encore moins. Votre argument ne me paraît pas recevable.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, qui aurait cru que nous ayons un tel débat sur ce rapport fait d'excellentes propositions.

Rappelez-vous, il y a quelques mois en arrière, on entendait : *Ils vont arrêter les navettes, c'est terminé, c'est un scandale !*

Jamais nous n'avions eu cette idée d'arrêter les navettes. Nous les continuons, nous les organisons, nous faisons en sorte de les prolonger et aujourd'hui, on nous dit : *Mais non, ce n'est pas comme cela qu'il faut faire, vous devez avoir une autre organisation ! Cela ne va rien apporter à ceux qui travaillent !*

Chers collègues, 50% de ceux qui se servent des navettes sont aujourd'hui des Marseillais qui travaillent et détiennent une carte Transpass. Le débat que nous avons aujourd'hui me paraît un peu politicien.

Pardonnez-moi, mais lorsqu'on parle des personnes à revenus modestes qui ont quelques difficultés de vie, je rappelle que la Communauté urbaine prend en charge, via la

RTM, les gratuités pour les personnes âgées, pour les chômeurs et pour ceux qui ont besoin d'avoir des cartes à prix réduit.

Tous ceux qui ne paient pas le plein tarif sur la carte Transpass se voient par là même offrir un service supplémentaire car ils pourront se servir de ces navettes comme ils le souhaiteront à partir du moment où ils ont la carte Transpass.

Nous savons que dans les quartiers populaires, il y a énormément de cartes d'abonnement délivrées. Elles sont même données ! Ce débat n'existe pas pour ces personnes puisqu'elles ont déjà l'avantage de la carte.

Nous essayons de réduire un peu les coûts. Maxime Tommasini, le Président de la RTM, sera heureux de voir que lorsqu'il faudra voter la subvention d'équilibre de la RTM, vous la voterez favorablement. Ainsi, nous pourrons mieux prendre en compte ce que vous nous suggérez de faire.

Il ne faudra pas, à ce moment-là, vous dérober et voter encore contre les subventions d'équilibre de la RTM alors que vous demandez chaque fois un service supplémentaire, un service gratuit.

Ne nous tentez pas à regarder certaines lignes qui sont largement déficitaires et ne nous demandez pas non plus d'aller regarder ceux qui paient effectivement à l'intérieur des bus, dans certains lieux, dans certains quartiers, dans certaines dessertes...

Allez-va, c'est une excellente idée, une bonne proposition qui est faite, nous allons la voter ardemment.

42. DTM 001-10/04/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement Vieux-Port - Fort Saint Jean à Marseille (2ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. DTM 002-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de financement avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport et l'Etat relative à la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6ème, 8ème et 9ème arrondissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

44. DTM 003-10/04/15 CC - Expérimentation d'une desserte maritime entre la Pointe Rouge et les Goudes à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Agir pour l'Espace Métropolitain

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

45. DTM 004-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de financement avec le Conseil Général des Bouches du Rhône relative à

l'aménagement du parking relais provisoire sur le site Montfuron à Marseille (9ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Chopin, la Commission « Voirie et Signalisation » s'est réunie le 30 mars. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur CHOPIN.- Monsieur le Président, chers collègues, la Commission s'est réunie, a examiné et débattu des huit rapports qui lui ont été soumis. Ils ont tous été reçus avec un avis favorable de ladite Commission. A noter pour le rapport n°47 une abstention du Front National relatif à la deuxième phase opérationnelle du projet de semi-piétonisation du Vieux-Port et une réserve de vote du rapport n°53 relatif au bilan de concertation pour les trois groupes politiques APEM, PTS et Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci. Monsieur Diard, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur DIARD.- J'interviendrai sur le rapport n°41.

46. VOI 001-10/04/15 CC - Présentation du Rapport d'activité 2013 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille.

Le Conseil prend acte du rapport

47. VOI 002-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches du Rhône relative à la deuxième phase opérationnelle du projet de semi-piétonisation du Vieux-Port à Marseille.

Monsieur MARANDAT.- Sur ce rapport n°47, nous avons proposé une abstention pour réfléchir sur cette semi-piétonisation du Vieux-Port qui, vous ne l'ignorez pas, pose quand même beaucoup de problèmes, en particulier sur la première phase qui a été réalisée, qui entraîne des difficultés de circulation qu'il ne faut pas nier.

Le but de mon intervention n'est pas politique, c'est une intervention citoyenne de Marseillais empruntant ce genre de voie.

Je trouve qu'il serait bien, avant de décider de piétonniser cette deuxième phase, de prévoir, comme cela pourrait être normal et envisagé, des voies de dégagement constructives et compétentes, pour absorber ce surplus de circulation qu'il va y avoir du fait de ces travaux. Il me semblerait bien de ne pas se précipiter et de pouvoir faire ce projet d'une façon concertée et tranquille, en ne mettant pas dans l'embarras des milliers de gens. Je trouve qu'il est inadmissible d'obliger, comme c'est le cas à l'heure actuelle, des milliers de Marseillais à passer deux heures ou deux heures et demie en voiture pour sortir de Marseille et la même chose le soir.

Quand on voit cette passerelle qui passe devant les Terrasses du Port avec une circulation inimaginable de gens qui arrivent sur ce Vieux-Port pour rentrer chez eux... Ils ne savent plus où aller.

Je vous demande, au nom de mon groupe, d'étudier la possibilité, avant d'entreprendre ces travaux, de prévoir des moyens de compensation pour la circulation parce que ces bouchons sont inadmissibles.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Marandat, je prends acte de la difficulté que l'on a à circuler sur le port aujourd'hui avec le système de semi-piétonisation qui a été accepté, convenu, voté et apprécié d'un grand nombre.

Je voudrais vous faire remarquer deux choses. La première, c'est que tous ces travaux font l'objet d'une concertation qui a été effectuée ici même avec les riverains, les commerçants et les grands clubs. Il y a eu un accueil favorable. L'enquête publique a rendu également un avis favorable.

Je ne sais pas comment faire des travaux sans qu'il y ait des nuisances. Cela n'existe pas. Je sais d'autant moins que nous avons d'un côté les immeubles et de l'autre côté, la mer. Je ne vois pas où l'on peut passer.

En revanche, je suis d'accord avec vous sur un point : cette piétonisation ou ce réaménagement, superbe, du port est probablement arrivée trop tôt ; ou alors, la L2 arrive trop tard.

La vérité, c'est que nous sommes probablement la dernière grande métropole européenne à ne pas être dotée d'un véritable boulevard de contournement. Aujourd'hui, ce qui sert de boulevard de contournement, c'est le boulevard Sakakini d'un côté – nous travaillons d'ailleurs à sa requalification en boulevard urbain – et d'un autre côté, la L2 mise en service, prolongée par le Boulevard Urbain Sud. D'après les comptages qui nous sont fournis par les directions *ad hoc*, cela devrait supprimer environ 30% du trafic en centre-ville.

Dès 2016, nous devrions voir les effets de cette trame circulatoire qui vont alléger la circulation – et là, je partage votre point de vue – qui est encore trop dense dans le centre-ville. Elle asphyxie le centre et ces rues dont nous héritons du passé.

Pour le reste, pour les travaux...

Monsieur MARANDAT.- Mon propos ne portait pas sur la nuisance des travaux, mais sur la synchronisation entre des possibilités de circulation autres que celles que l'on supprime sur le Vieux-Port.

Monsieur LE PRESIDENT.- J'ai bien compris.

Monsieur CASELLI.- Quelques mots pour rappeler le passé. Sous l'ancienne mandature, lorsque nous avons entrepris les travaux de piétonisation du Vieux-Port, notamment du côté mairie, avec la création de cet immense espace (ce sont des travaux considérables qui ont été menés en huit mois) on nous avait annoncé une thrombose majeure de la ville. Elle n'a jamais eu lieu. Nos techniciens trouvent toujours des solutions de contournement lorsqu'il y a des travaux pour que la situation soit à peu près normale. Elle l'a été pendant les très grands travaux côté mairie.

Pour des travaux qui sont quand même de moindre importance de l'autre côté et qui vont véritablement terminer cette phase du Vieux-Port et apporter une attractivité supplémentaire à Marseille, je crois que les solutions, vous les trouverez facilement.

Monsieur LE PRESIDENT.- On l'espère.

Monsieur DIARD.- Je partage votre avis, Monsieur Caselli, mais je pense qu'il est important pour les Marseillais et pour les non Marseillais de rappeler brièvement en quoi consiste ce projet.

La première partie de ce projet avait déjà été livrée en janvier 2013. Aujourd'hui, nous entamons la deuxième tranche avec une première phase au quai de Rive-Neuve qui est prévue en 2015 et 2016. Elle concerne d'une part le quai de Rive-Neuve entre la place aux Huiles et le bassin de carénage mais aussi le plan d'eau dans ces mêmes limites.

Aujourd'hui, nous approuvons une convention car ce projet fait appel à la compétence de deux maîtres d'ouvrage, d'une part Marseille Provence Métropole et d'autre part, la Ville de Marseille. Cela nécessite la mise en place d'une convention qui permet d'engager un processus efficace pour ce projet.

Il s'agit de voter aujourd'hui l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Communauté urbaine. Elle prévoit le transfert de la Ville de Marseille à la Communauté urbaine de compétences que la Ville exerce dans les domaines de l'éclairage public, de la vidéo-protection et du mobilier urbain. La Ville de Marseille participe à hauteur de 1,571 million d'euros. Il est important également de dire qu'il y a des voies qui sont attachées.

L'enquête publique est en cours, elle s'achèvera le 30 avril. Le démarrage des travaux de cette première phase est prévue pour le deuxième trimestre 2015 parce qu'il est très important de finir cette phase avant le démarrage de l'Euro 2016.

Pour conclure, mes chers collègues, il faut voir ce projet globalement. Il faut le voir avec le Boulevard Urbain Sud, avec la L2 qui va permettre, selon les estimations, une diminution de 30% de fréquentation des tunnels. Il est important de favoriser les transports en commun, de favoriser la circulation des piétons sur le Vieux-Port. Ce projet est accompagné du Boulevard Urbain Sud d'une part, de la L2 d'autre part et enfin, lorsque la L2 sera terminée, de la requalification du boulevard Sakakini, c'est-à-dire du Jarret.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

48. VOI 003-10/04/15 CC - Approbation d'une convention de financement avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour des études relatives aux aménagements de voirie et l'amélioration de performances de lignes de bus structurantes sur le territoire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

49. VOI 004-10/04/15 CC - Approbation de conventions de financement avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'opérations d'aménagements de voirie sur le territoire communautaire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

50. VOI 005-10/04/15 CC - Demande de subvention auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour l'aménagement du boulevard de Sainte-Marguerite à Marseille (IXème arrondissement).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

51. VOI 006-10/04/15 CC - Affectation des autorisations de programme créées dans le cadre de l'aménagement de l'espace public et des voiries communautaires

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

52. VOI 007-10/04/15 CC - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire et mise en compatibilité du PLU pour la création de la voie nouvelle U226 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite / Solidarité à Marseille 15ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

53. VOI 008-10/04/15 CC - Approbation du bilan de la concertation préalable pour la réalisation de l'aménagement du rond-point place Ferrié et de la liaison souterraine Schloesing à Marseille (8ème et 10ème arrondissements).

Madame MARY.- Monsieur le Président, chers collègues, cette délibération qui nous est soumise, porte sur l'approbation du bilan de la concertation préalable pour la réalisation de l'aménagement du rond-point place Ferrié et de la liaison souterraine Schloesing.

Comme vous l'évoquez, cet aménagement s'inscrit dans un projet global en permettant notamment de libérer l'espace nécessaire au passage du tramway à ce carrefour ce dont nous ne pouvons que nous féliciter sur le principe car vous connaissez l'attachement de notre groupe aux transports collectifs.

Les études de faisabilité justifieraient donc à ce stade, le tracé soumis à cette concertation.

Cependant, il nous faudra attendre et c'est bien normal, les études de trafic plus précises liées à l'enquête publique pour valider définitivement ce projet.

Nous serons pour notre part, extrêmement vigilants en ce qui concerne la conformité de ce projet avec notre PDU.

A ce stade, il reste donc encore bien des hypothèques à lever, notamment celles relatives au nombre de voies de circulation qu'il faudra déterminer. Par ailleurs, il est certain que la séquence transitoire qui sépare la mise en œuvre du projet et le moment où la L2, le Boulevard Urbain Sud et le réaménagement du Jarret, seront opérationnels, sera délicate.

Cette période, aussi courte que possible, nous l'espérons, est de nature à inquiéter les riverains sur les risques de congestion de la circulation et les nuisances qu'elle génère.

J'attire donc votre attention, d'ores et déjà, sur les mesures qu'il faudra bien envisager pour pallier cette situation.

Par ailleurs et c'est l'objet principal de mon intervention au nom de mon groupe, il existe à l'évidence des incertitudes sur le financement du projet.

Le fait que, je cite, « *le financement et les moyens juridiques propres à la mise en œuvre du projet sont en cours d'étude et seront examinés ultérieurement* » est de nature à inquiéter.

Si la gratuité de la nouvelle liaison souterraine pour tous les usagers est à saluer,

a priori, l'évocation d'une simple limitation des charges d'investissement de la collectivité, n'est pas rassurante.

Il s'agit donc de se prononcer à ce stade, sur les modalités de la concertation préalable dont nous prenons acte et nous prenons donc également, acte de son bilan.

Nous nous prononçons donc en faveur de l'adoption de ce rapport.

En revanche, vous comprendrez qu'à l'avenir, nous attendons de voir quels seront les termes précis du contrat avec Eiffage pour connaître les conséquences très concrètes de ce projet pour le contribuable communautaire.

Je vous remercie.

Monsieur MARANDAT.- Sur ce rapport, nous allons nous abstenir pour interroger et interpeller nos différents collègues et vous-même, Monsieur le Président, sur cette volonté de prolongation et de fabrication de ce tramway dans tout Marseille.

Il faut absolument développer les transports en commun, c'est évident. Nous en sommes tous persuadés. Mais ce tramway prend une place folle au détriment des moyens de circulation. Il a un coût exorbitant.

La question que je pose est la suivante : ce rapport impliquant des travaux de réaménagement pour faire circuler le tramway qui sont quelquefois très difficiles à faire et très onéreux, pourquoi vouloir absolument se focaliser sur ce problème du tramway ? Le même service pourrait être rendu par des bus ou des très grands bus, à un rythme beaucoup plus accéléré sur des voies de circulation en site propre qui, me semble-t-il, rendraient le même service, pour un coût beaucoup moins important, et pour des travaux de restructuration beaucoup moins importants aussi.

Dans l'intérêt de nos concitoyens, pourquoi se focaliser sur ce tramway et non pas sur des modes de déplacement qui pourraient, je le répète, rendre le même service, mais en ne modifiant pas de façon aussi importante notre paysage urbain ?

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, je souhaiterais profiter de ce rapport pour l'aborder au fond, mais également faire une petite incidente. Depuis tout à l'heure, nous évoquons un certain nombre de rapports, qui, touche après touche, montrent quelle est l'ambition métropolitaine que nous portons, l'ambition de capitale euroméditerranéenne que nous voulons pour cette ville.

Tout à l'heure, nous avons eu ce débat un peu surréaliste sur les tarifs de transport. Puisque nous avons cette ambition de capitale euroméditerranéenne, tournons-nous sur ce que font nos collègues de l'euroméditerranée. Je vais prendre l'exemple de Barcelone. Il paraît que nous souhaitons en être quasiment la concurrente.

A Barcelone, mes chers collègues, le tarif du trajet individuel est de 2,75 euros, lorsque nous, nous sommes à 1,80 euros. C'était une petite incidente que je voulais faire. Puisque nous sommes toujours à vouloir nous comparer, à vouloir montrer que nous avons une ambition euroméditerranéenne, comparons-nous à ce que nous voulons être et pas à ce que nous observons ici ou là, entre villes franco-françaises.

Le deuxième élément que je souhaitais porter à votre attention, c'est qu'au final, tous ces rapports, que ce soit le rapport sur le tramway qui est la conformité au Plan de Déplacements Urbains, que ce soit les rapports dont nous avons eu à débattre il y a quelques temps sur l'extension des lignes de métro, que ce soit sur les rapports sur le BHNS, sur les quartiers Sud, qui vient après le BHNS réalisé dans les quartiers Nord, vous remarquez qu'une sorte de mosaïque est en train de se mettre petit à petit en place. Elle est en train de rendre enfin cohérente la politique de déplacements urbains dans cette ville. Et ça, c'est ce qui est à souligner, me semble-t-il.

C'est ce qu'à cet instant, je souhaitais souligner car on remarque que sous cette mandature, même si un certain nombre de choses ont été initiées sous le précédent mandat,

il n'en demeure pas moins que c'est sous cette mandature que nous connaissons l'accélération nécessaire pour qu'enfin, ici à Marseille, nous ayons des transports en commun dignes de ce nom.

En ce qui concerne le rapport en question, vous permettrez au Maire des arrondissements concernés – mon collègue Yves Moraine est également concerné par ce tramway – d'en dire deux mots.

Tout d'abord, concernant le bilan de la concertation préalable, 13 personnes se sont exprimées. Donc en tirer des généralités..., vous me permettrez de pouvoir ne pas aller jusqu'à tirer des conclusions.

Néanmoins, il est vrai qu'un certain nombre d'interrogations se sont posées. La première des choses que je retiens, c'est qu'il est important d'avoir un maillage des différents modes de transport. Pour répondre à notre collègue du Front National : oui il faut du BHNS, oui, il faut du tramway, oui, il faut du métro, et c'est cette diversité de mode de transport qui fait que demain, à Marseille, mais également dans les villes avoisinantes, nous serons enfin une véritable métropole.

Si vous voulez effectivement développer la calèche et les diligences, on peut l'envisager ! Mais franchement, je pense qu'il faut être moderne et savoir s'adapter à ce que font nos collègues des capitales euroméditerranéennes.

Deuxième chose, le tramway, nous en avons besoin pour les quartiers Sud et Est. Pour le faire passer, nous avons besoin de la dépose des passerelles et l'ensemble de ceux qui ont eu à consigner leurs observations l'ont saluée.

Il y a eu des observations sur les aménagements visuels auxquelles nous aurons largement le temps de répondre dans le cadre de l'enquête publique. Je vous rappelle le calendrier : concertation préalable, enquête publique au deuxième semestre de l'année. Cela nous permettra, de fait, de pouvoir améliorer un certain nombre de réponses, notamment sur le gabarit de la voie, sur le trafic circulaire.

Je trouve que notre ville est à la croisée des chemins. Nous sommes en phase de réalisation, et quasiment de finalisation d'ici un an ou deux, de la L2 ce qui est déjà une avancée considérable.

Nous allons enfin avoir à Marseille le fameux boulevard de contournement, le Boulevard Urbain Sud. Vous l'avez initié, vous l'avez lancé, il y a eu la concertation préalable, nous aurons également l'enquête publique. Ce n'est que le pendant de la L2 qui va rendre cohérents nos déplacements dans les quartiers Sud et Est de cette ville. Nous enclenchons le processus de tramway dans les quartiers Sud et Est. Nous avons délibéré et nous allons encore délibérer sur le métro pour les quartiers Est avec la prolongation jusqu'à Saint Loup. Nous sommes en train de travailler à la requalification du Jarret.

Tout cela montre que nous sommes enfin dans la démarche d'une politique de déplacements urbains cohérente. C'est cela que nous devons saluer.

Vous posez la question du mode de financement. Excusez-moi, mais ça n'était absolument pas le débat et le propos de la concertation préalable. Il y a eu trois engagements du Président Teissier. Ces trois engagements, je pense que les élus qui font partie de la majorité communautaire, en seront les garants.

Premier élément, l'utilisation de l'ouvrage devra être gratuite pour l'utilisateur, ce qui est une avancée et n'a pas forcément été le cas sur les ouvrages passés.

Deuxième élément, cet ouvrage devra permettre la liaison gratuite à l'A50 car cela ne doit pas être simplement une réorientation du trafic en amont vers le tunnel Prado Carénage, mais la possibilité de se rebrancher sur l'A50.

Troisième engagement, dans le cadre de la négociation entre MPM et le concessionnaire, le fameux codicille inscrit dans le contrat sur tunnel Prado Sud et les

conséquences sur la réalisation du tunnel Prado Sud, la fameuse date de 2026 pour réaliser le Boulevard Urbain Sud, disparaissent dans le cadre de la négociation que nous allons mener.

C'est à l'aune de cette appréciation globale que nous devons aborder ce dossier. Vous avez pris ces engagements, Monsieur le Président, je crois qu'il était important de les rappeler. Cela ne coûtera pas.

Là aussi, c'est un engagement auquel nous serons extrêmement vigilants. Cela ne devra pas coûter un euro supplémentaire aux contribuables.

C'est la raison pour laquelle d'ailleurs, nous travaillons à une solution juridique et financière qui permette de faire supporter la réalisation de l'ouvrage, non pas par la collectivité et le contribuable, mais éventuellement par le délégataire.

Bien sûr, et là c'est le Président de la Commission de Délégation de Service Public de la Communauté urbaine qui vous le dit, il va de soi que cela se fera selon les règles et les lois nationales et européennes. Je me permets de vous rappeler qu'en la matière, nous sommes très cadrés notamment par la Commission Européenne.

Ceci étant posé, je crois que ce bilan de concertation montre qu'il y a la nécessité de réaliser ce transport en commun et de ce fait, la nécessité de réaliser cette trémie, mais en même temps, de développer les transports et les modes de déplacements urbains dans cette ville.

Nous faisons œuvre de requalification urbaine, ce qui, dans ce quartier, et permettez au Maire que je suis de le dire, n'est pas un vain mot car franchement, ces passerelles à l'intersection de Rabatau, Schloesing et Cantini sont tout sauf à mettre à l'honneur de la deuxième ville de France.

Monsieur ILLAC.- Monsieur le Président, au-delà de l'abstention de mon groupe, je n'avais pas prévu d'intervenir dans ce débat mais après ce que j'ai entendu, il y a quand même des choses importantes qu'il faut que cette Assemblée connaisse.

Nous sommes sur le bilan de la concertation. Certes, cela a été dit, ce n'est qu'une dizaine de personnes qui ont donné leur avis. Ce sont des avis favorables avec quelques interrogations sur l'opportunité de ce tunnel et son efficacité.

Lorsque mon groupe a participé à la présentation du projet au début du mois de mars, nous avons sollicité les services. Nous avons écrit. Marc Poggiale, qui s'occupe des transports marseillais, a rédigé au nom de notre groupe ce courrier, bien détaillé où l'on vous questionne sur la nécessité ou le pourquoi qui a amené à ce choix.

Beaucoup d'élus dans cette Assemblée ont participé au travail important qui a été fait sur le Plan de Déplacements Urbains sur notre territoire. Or, aujourd'hui, on ne retrouve pas du tout le travail qui a été inscrit dans le PDU. Cette proposition n'avait pas été faite dans le PDU. Peut-être avait-elle été proposée à l'époque par le concessionnaire puisqu'aujourd'hui vous la reprenez.

Nous nous interrogeons sur ce qui a amené, notamment sur les flux, certains éléments que vous avez donnés lors de la présentation de façon très synthétique.

Nous sommes bien sur le bilan de la concertation. Mais sans revenir entièrement sur ce projet, ce n'est pas quelque chose qui était prévu au PDU, d'autres possibilités étaient envisagées et aujourd'hui, on change complètement de braquet et on écoute entièrement le concessionnaire suite au rapport de fin 2012 pour aller dans son sens.

Nous restons dubitatifs. Nous avons posé des questions, nous n'avons pas de réponses. Nous allons nous abstenir sur le bilan de la concertation car hélas, on propose aux gens de participer à une concertation, ils s'expriment ou ils ne s'expriment pas, on connaît tous cela dans nos villes ou ailleurs, on ne peut pas obliger les gens à venir s'exprimer et donner leur avis.

Au-delà de ça, nous avons de vraies questions.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Illac, je suis stupéfait de ce que vous me dites car ce rapport avait tout pour vous plaire ! Tout !

Premier point : ce sont des transports publics en commun. Vous adorez ça. A gauche de la gauche, on adore les transports publics en commun !

Deuxième point : l'opération se fait à coût nul pour le contribuable métropolitain ou communautaire. Cela me paraît encore une grande aubaine. C'est le « grand capital » qui va payer. Ceux que vous abhorrez vont payer ! On va faire payer les riches !

Troisième point : le passage est gratuit. Cela vous plaît la gratuité !

Ce trinôme fait que vous devriez être debout en train d'applaudir en disant : *Bravo Teissier ! On l'a rallié à notre cause. Il fait des transports en commun public qu'il fait payer par les riches !*

Que nenni ! Vous êtes en train de dire : *oui mais alors l'entreprise etc.* Mais ce n'est pas l'entreprise qui a décidé, c'est nous. L'ancien Président qui est derrière vous et qui demande la parole (et je sais pourquoi), vous dira que les discussions pour ce faire ont été entreprises avant que je n'arrive !

Si vous le savez, pourquoi faites-vous semblant de ne pas le savoir ?

Elles étaient déjà entreprises, elles n'ont pas abouti à cette époque, je les ai reprises, je les ai faites aboutir et j'en suis très heureux pour l'ensemble des utilisateurs de nos voiries.

J'avoue ne pas très bien comprendre votre position. Vous êtes libres de prendre la position que vous voulez mais elles sont pour le moins surprenantes.

Je reconnais que c'est parfois difficile d'exister dans la position qui est la vôtre, mais très franchement, c'est un mauvais procès que vous faites. De plus, vous savez bien que tout cela est fait sous le contrôle de la Commission européenne et nous ne ferons que ce que la Commission européenne nous dit de faire.

Je profite de répondre à Mme Mary pour faire une petite incidente sur le coût. Le coût, c'est rien ! Cela ne coûtera pas un sou aux contribuables communautaires. Il n'y a que cela qui m'intéresse.

De plus, c'est de l'aménagement urbain qui nous permettra de faire passer un transport en commun. Bref, cela a quasiment tous les avantages et je ne vois pas beaucoup d'inconvénients, c'est d'ailleurs peut-être pour cela que les gens ne se sont pas déplacés, cela leur paraissait évident.

Monsieur Caselli, vous souhaitiez ajouter un mot.

Monsieur CASELLI.- Je souhaitais plutôt poser une question, Monsieur le Président. Sur le principe, bien sûr, tout ce qui favorise les transports en commun nous va. Il est vrai que la discussion a été entamée sous l'ancienne mandature. Elle n'avait pas abouti pour cause de fin de mandature. Vous l'avez reprise avec succès, tant mieux.

Ce que je comprends mal en revanche, et j'aimerais vous poser la question, c'est l'intérêt d'Eiffage de faire un tunnel gratuit, gratuitement, de faire une trémie gratuitement. Quel est l'intérêt financier pour Eiffage de faire l'ensemble de ces travaux sans manifestement aucun gain ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Je pense que c'est leur problème, ce n'est pas le nôtre. A partir du moment où ils acceptent de faire un tunnel gratuit à leurs frais, je ne vois pas pourquoi je me poserais des questions.

J'en vois une qui est évidente, c'est d'augmenter la rentabilité du tunnel Prado Carénage pour les quelques années qui leur restent. On ira chercher les voitures un peu

plus en amont sur le boulevard Schloesing. C'est un captage d'une clientèle qui pourrait être plus ou moins volatile. Eiffage pourra la capter un peu plus haut. Cela ne me choque pas. C'est leur problème, pas le nôtre.

Ces explications étant données, je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

Abstention de Mme Djmabaé

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Sauvayre, la Commission « Aménagement de l'Espace Communautaire » s'est réunie le 31 mars. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur SAUVAYRE.- Monsieur le Président, chers collègues, cinq rapports ont été présentés en Commission. Ils n'ont pas présenté de difficulté majeure. Ils ont été adoptés à l'unanimité des votants. Il faut noter que le rapport n°54 a nécessité quelques explications avec le Front National, cela concernait l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU sur le secteur Montée de l'Etoile dans le 13^{ème} arrondissement.

Il y a eu également une petite discussion très courtoise avec Patrick Magro sur le rapport n°56 qui concerne l'attribution d'une cotisation à l'association « Terres en Villes ».

54. AEC 001-10/04/15 CC - Ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser (AU) - Secteur montée de l'étoile - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille

Monsieur MAGGIO.- Monsieur le Président, nous voterons contre ce rapport.

Nous nous demandons quand cela allait arriver, c'est-à-dire l'ouverture à l'urbanisation du dernier noyau villageois qu'il reste encore à Marseille. Après les hauts de Sainte Marthe, il ne restait plus que les pourtours du massif de l'Etoile. Eh bien, c'est chose faite ! On va pouvoir bétonner ce qui reste de ce quartier de Château Gombert, malgré l'avis des habitants.

Cette ouverture à l'urbanisation, ne nous leurrera pas, servira encore une fois qu'à une seule chose : implanter les énièmes logements sociaux.

Tout à l'heure Mme Cordier nous parlait de tract. Je ne connais pas le tract auquel elle faisait allusion sur la propreté, vu que ce n'était pas sur mon canton, mais elle a oublié de mentionner le tract que mes camarades ont fait dans le canton 6 concernant le bétonnage des noyaux villageois, que ce soit à Château Gombert, aux Olives ou ailleurs, pour y implanter des logements sociaux, des relogements ANRU et tout ce qui s'en suit.

Il faut savoir que ce tract, Madame Cordier, puisque vous avez oublié de le mentionner, a été relativement bien suivi par la population. Avec 19% et une sortie au premier tour pour l'UMP, un Front National à 49,75% au second tour, seul contre tous, y compris contre les bus que la gauche a affrétés pour aller faire voter les cités, je pense que nous avons été quand même bien écoutés par la population et nous nous en sommes relativement bien sortis Madame Cordier.

Concernant le Plan Local d'Urbanisme, ne vous inquiétez pas, c'est le dernier, bientôt arrive le PLUi, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Ce que l'on n'arrive plus à

construire à Marseille, on va le construire ailleurs, on va le construire sur les autres communes, malgré l'avis de la majorité des Maires puisque la majorité des membres de l'association des Maires de France se sont opposés à ces Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Il faut savoir aussi que 70% des EPCI qui ont choisi de l'adopter sont des EPCI comptant moins de 20 000 habitants. Ils ont peut-être un peu plus d'intérêt à approuver cette délibération que les EPCI qui comptent plusieurs millions d'habitants.

Monsieur le Président, il faut savoir que les fameuses OAP, les Opérations d'aménagement et de Programmation qui sont obligatoires pour l'élaboration de ce PLUi remplaceront le PLH, ce qui veut dire que l'on n'aura plus l'obligation (qui n'est pas respectée) de disséminer les logements sociaux partout sur tous les secteurs de Marseille. On pourra désormais les disséminer sur l'ensemble des territoires couverts par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Donc ne vous inquiétez pas, ces ouvertures à l'urbanisation sont les dernières puisque dans les quartiers Sud de Marseille, n'y comptons pas, il reste encore beaucoup trop d'électeurs UMP pour ouvrir ce qui reste des quartiers Sud en zone à urbaniser...

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, c'est qu'avant vous, quelqu'un s'est occupé de cela, il s'appelle Guy Teissier et a créé un Parc National des Calanques qui est une zone inconstructible.

Monsieur MAGGIO.- Monsieur le Président, le PLH n'a jamais été respecté sur la commune de Marseille.

Revenons sur ce rapport qui parle de PLU. Nous aurions aimé, et les CIQ nous l'ont dit, Madame Cordier, vous qui les connaissez bien, la présence du commissaire enquêteur en mairie de secteur puisque l'intégralité des CIQ et leurs membres nous ont demandé de pouvoir s'entretenir avec le commissaire enquêteur à la mairie de secteur. Eh bien non ! Vous avez jugé plus utile de le faire venir à la Communauté urbaine.

Nous avons eu le Plan d'Occupation des Sols, le Plan Local d'Urbanisme, maintenant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, mais demain, de quoi allons-nous nous parler messieurs, dames ? Allons-nous nous parler de PLUm, Plan Local d'Urbanisme métropolitain ? Puisqu'on dit qu'en 2016, la Métropole va récupérer l'intégralité des prérogatives en matière d'urbanisme...

Nous attendons les résultats et les conclusions de la loi NOTRe qui est en deuxième lecture au Sénat.

En attendant, nous sommes contre ce rapport et nous souhaitons être écoutés car nous avons quand même une voix, une portée, une aura dans les quartiers Nord qui n'est pas négligeable et qui mérite d'être entendue.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- J'apporterai une petite précision. Le PLUi est élaboré par les Maires des communes. Il ne sera pas imposé. Il faut le dire.

Quant aux logements sociaux, celui qui vous parle a été élu pendant 32 ans dans un secteur de Marseille qui a plus de 20% de logements sociaux. Ce secteur est à cheval sur les quartiers Sud, donc vous voyez qu'il y a peut-être des endroits où il y en a moins que d'autres, mais il n'y en a pas que dans les quartiers Nord.

Vous parliez tout à l'heure de constructions et notamment dans les quartiers Sud. Je vous ai rappelé la création du Parc National. Mais vous n'en êtes pas à une contradiction près, certains de vos amis étaient contre la création du Parc National. Aujourd'hui, vous voyez que cela sert !

Ceci étant dit, je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

55. AEC 002-10/04/15 CC - Projet Urbain Partenarial Afféragé sur la commune de Châteauneuf-Les-Martigues - Approbation d'une convention pour la desserte en gaz naturel GrDF.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

56. AEC 003-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association "Terres en Villes"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

57. AEC 004-10/04/15 CC - Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) sur Marseille – Compléments sur la composition de la commission locale

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

58. AEC 005-10/04/15 CC - Création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) sur La Ciotat - Lancement des études - Définitions des modalités de concertation - Constitution de la commission locale

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Lavie, la Commission « Développement Economique et Emploi » s'est réunie le 31 mars. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur LAVIE.- Monsieur le Président, tous les rapports ont été adoptés. Les six premiers ont été adoptés à l'unanimité. Le dernier rapport, le n°65 a été adopté avec quatre réserves de vote notamment du groupe Pour un Territoire Solidaire.

59. DEV 001-10/04/15 CC - Présentation du Rapport d'activités 2013 du Délégué de Service Public pour le Marché d'Intérêt National - site des Arnavaux

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

60. DEV 002-10/04/15 CC - Conseil de développement MPM - Approbation de la convention d'objectifs avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2015.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

61. DEV 003-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Agence Française des Villes et Territoires méditerranéens Durables.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

62. DEV 004-10/04/15 CC - Approbation d'une convention relative à l'extension des réseaux de la Société du Canal de Provence et à la remise d'ouvrages dans le patrimoine concédé régional de la Société du Canal de Provence dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint-Victoret

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

63. DEV 005-10/04/15 CC - Technopôle de Château Gombert - Construction d'un hôtel technologique à vocation photonique optique - Bilan de clôture du mandat avec la Soleam.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

64. DEV 006-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention à Provence Business Angels et approbation d'une convention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

65. DEV 007-10/04/15 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au Salon des Entrepreneurs Marseille-Provence les 14 et 15 octobre 2015.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous êtes contre le forum des Echos et la promotion du territoire ?

Monsieur GHENDOUF.- Monsieur le Président, nous n'avions pas prévu d'intervenir, mais vous nous tendez la perche, donc nous allons vous donner la raison de notre abstention.

Il y a d'abord une abstention sur la forme de la convention car nous prenons acte aujourd'hui de négocier et d'engager financièrement sans avoir, à ce jour, le montant définitif de la facture. On engage la collectivité par notre vote, mesdames et messieurs, sans savoir quel montant nous allons payer.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est une AP.

Monsieur GHENDOUF.- Seconde chose, nous n'avons pas eu véritablement, en tout cas j'ai posé des questions en Commission Développement Economique et nous n'avons pas été convaincus de l'intérêt des retombées économiques et même en termes d'image de ce salon. C'était une réserve de vote sur ces deux aspects.

Evidemment, favoriser la rencontre entre territoires, entrepreneurs et acteurs de la connaissance, nous y sommes favorables. Je le dis pour que nous ne soyons pas, nous, la gauche de la gauche – et je dirais la gauche tout simplement, si vous me permettez – caricaturés.

Voilà l'explication de notre vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais vous répondre très rapidement.

Vous ne devez, dans les lectures et les quotidiens qui sont les vôtres, voir dresser des louanges du journal Les Echos. Je l'entends.

Monsieur MAGRO.- On le lit !

Monsieur LE PRESIDENT.- Mais si vous aviez lu les critiques qui sont formulées, vous sauriez qu'il s'agit du plus grand événement national en matière d'économie et qu'il se tient d'ordinaire à Paris. Nous avons une chance inouïe que cette organisation veuille se décentraliser sur Marseille. C'est pour nous une opération de promotion de notre territoire qu'il ne fallait pas laisser passer.

6000 personnes viendront sur ce forum. Une soixantaine d'exposants, une trentaine de personnalités seront présents à cet événement. Il y aura entre 60 et 80 conférences, ateliers et temps forts.

Il me semble qu'à l'échelle de la Communauté urbaine, voire de notre future Métropole, c'était une occasion à ne pas manquer. Cela se serait probablement fait à Nice, à Cannes, à Bordeaux ou je ne sais où.

Je pense que la deuxième ville de France peut être fière d'organiser ces journées extraordinaires qui seront ouvertes à tous. Chacun pourra écouter, participer, discuter avec les entrepreneurs et notamment avec ce qui nous intéresse le plus, les investisseurs qui souhaitent venir sur notre territoire.

La Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et la Communauté urbaine participent (à égalité en ce qui concerne la Ville et nous) à ce qui sera le grand événement économique de la rentrée dans notre pays. C'est une aubaine qu'il s'agissait de ne pas laisser passer et de ne pas laisser partir ailleurs.

COMMISSION HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Fructus, pouvez-vous nous parler de la Commission « Habitat et Politique de la Ville » qui s'est réunie le 31 mars ?

Madame FRUCTUS.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons examiné 14 rapports en Commission. Ils ont obtenu un avis favorable à la majorité des présents avec quelques réserves de vote. Je laisserai le soin à ceux qui les ont portées de les exprimer.

Cinq rapports portent sur les programmes de rénovation urbaine dont une opération d'investissement liée à la mise en œuvre du protocole de préfiguration signée le 15 janvier 2015 sur le site de la Castellane. Quatre avenants concernent les conventions passées avec l'ANRU dans le cadre du PNRU 1 qui s'achève cette année et qui porte sur les sites de Malpassé, la Savine, le Plan D'Aou, la Viste et Saint Mauront. Quatre rapports concernent les attributions de subvention à des associations que vous connaissez tous : *Handitoit*, *Regain*, pour l'organisation d'un colloque sur l'habitat participatif, et *AMS* pour le recrutement de médiateurs sociaux dans les transports en commun et la modification de l'échéancier de versement des subventions 2015 à l'association *La Ciotat Emploi Initiative*.

Quatre rapports concernent la délégation de compétence de l'Etat à la Communauté urbaine pour l'attribution de subventions publiques pour le logement social et la réhabilitation de l'habitat privé qui a été prorogée jusqu'en 2015 et qui nécessite la mobilisation d'une opération d'investissement à hauteur de huit millions d'euros pour engager des opérations de logement locatif social pour l'année 2015.

C'est l'occasion, Monsieur le Président, très brièvement, de vous faire un petit bilan de l'activité logement social en tant que délégué pour l'année 2014.

N'en déplaise à certains d'entre nous, l'activité en matière de production et de soutien au logement social a été encourageante, tant en matière de logement social que d'habitat privé. Nous avons effectivement agréé et financé en 2014, 1423 logements sociaux, avec un respect strict des orientations de notre PLH et une répartition assez équilibrée pour l'ensemble des arrondissements. Pour la petite histoire qui va vous intéresser certainement, contre toute attente, le 8^{ème} arrondissement a pu agréer 222 logements et le 16^{ème} arrondissement, zéro, pour l'année 2014.

Le total des engagements financiers 2014 pour le logement social est de 7 370 000 euros et le montant de subvention aux PLUS-PLAI s'est élevé à 5 430 000 euros. Sur cette dotation, cinq millions ont financé des PLUS-PLAI, c'est-à-dire le logement social le plus faible.

S'agissant de l'habitat privé, nous avons financé la réhabilitation de 436 logements, dépassant notre objectif qui était de 406 logements. Nous avons engagé à cet effet 5 850 000 euros de subvention de l'ANAH et du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique, le FART.

Cela me permet aussi d'évoquer avec vous le dernier Comité Régional de l'Habitat où je vous ai représenté Monsieur le Président. Il y a un message important à vous faire passer. L'Etat qui annonce des velléités de production de logements très importante avec des affichages d'objectifs très importants nous réduit considérablement l'enveloppe du logement social. Par rapport à 2009, on perd près du tiers de l'enveloppe consacrée. On ne peut pas d'un côté nous demander de faire des efforts en matière de production de logements sociaux et de l'autre côté, nous réduire le montant de l'enveloppe dédiée. Il en va de même pour l'habitat privé, l'enveloppe sera diminuée aussi.

Nous avons protesté énergiquement Monsieur le Président et je pense que notre message a été partagé par l'ensemble des EPCI représenté et sera transmis à la Ministre. On verra la suite.

Monsieur MARANDAT.- A l'occasion de ces rapports et après l'intervention de Mme Fructus, nous pouvons dire deux mots. En effet, je pense que Mme Fructus est assez

attachée à la rénovation de la Castellane qui est un des premiers rapports puisque je l'ai rencontrée là-bas quand elle servait de roue de secours à M. Jibrayel dans la campagne électorale. En effet, à la Castellane, elle était entourée, dans cette cité, d'accompagnateurs particulièrement distingués et particulièrement républicains qui comme argument politique m'avaient dit : « *Marandat, si on te chope, on t'égorge !* ». Mme Fructus a d'ailleurs dit : « *Non, il ne faut pas le dire !* ». *Faites-le, mais un peu plus loin, que cela n'éclabousse pas mon petit tailleur...*

(Brouhaha)

Donc c'est vrai que cette affection que vous avez pour la Castellane, Madame l'Adjointe aux logements sociaux, a correspondu à un petit potentiel électoral et j'espère que vous êtes fière du résultat que vous avez eu là-bas et que vous avez accompli là-bas et sur l'ensemble de Marseille, une concentration de chair à canon électorale qui vous est bien utile pour vos desseins. Merci.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, je souhaite prendre la parole, bien que ce ne soit pas franchement mon domaine de prédilection encore que, cela puisse le devenir bientôt. Il n'en demeure pas moins que si je peux comprendre que la défaite rende amère – ça, on l'a bien compris – on peut constater que malheureusement, la défaite ne rend pas plus intelligent.

(Applaudissements)

Monsieur Marandat, Monsieur Maggio – je n'ai écouté qu'une partie de votre intervention, je m'en excuse, mais je pense ne pas avoir raté grand-chose – lorsque nous sommes, comme aujourd'hui, en responsabilité, lorsque, ainsi que vous le souhaitez, vous concurrez aux plus hautes responsabilités, lorsque nous avons à gérer le bien vivre ensemble de nos administrés, nous devons avoir une approche un peu plus raisonnée et un peu plus raisonnable.

Bien sûr que des erreurs ont été accomplies dans ces quartiers, et ce n'est sans doute pas nous qui diront le contraire. Il n'en demeure pas moins qu'à voir les discours stéréotypés qui sont les vôtres aujourd'hui, en accusant toujours l'autre, en ne proposant jamais rien, en insistant sur le fait que c'est le fruit des erreurs passées, ce qui n'est pas faux soit dit en passant, il n'en demeure pas moins qu'il faut assumer les responsabilités qui sont désormais les vôtres. C'est vous qui êtes élus dans ces quartiers, c'est vous qui devez aujourd'hui assurer la cohésion sociale, c'est vous qui devez faire des propositions pour que l'habitat, notamment l'habitat dégradé s'améliore.

Or, que constatons-nous depuis maintenant le début de cette séance ? Que vous êtes contre tout ! Vous ne proposez jamais rien. C'est cela la réalité du Front National ! Aujourd'hui quand vous êtes dans les postures électoralistes qui sont les vôtres pendant la campagne électorale où vous croyiez rafler les résultats simplement parce que vous avez des positions contre tout, parce que les médias semblaient d'un seul coup vous porter aux nues et dire que vous seriez demain les sauveurs de ce pays !

La vérité, c'est que les Français ont compris que vous n'étiez qu'une illusion, que vous ne proposez jamais rien, que vous surfez sur la désespérance des gens. Ce que nous attendons ici, dans cet hémicycle, comme dans d'autres, ce sont vos propositions. Aujourd'hui, malheureusement, force est de constater que vous n'en avez aucune.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Fructus, je vous redonne la parole parce que vous avez été attaquée personnellement. Faites une réponse brève.

Madame FRUCTUS.- Nous allons rester dans le registre des « roues de secours » bien que ce ne soit pas le mien.

Mes chers collègues, le Front National et les élus du Front National sont à nos territoires ce que les vieux tacots sont à la formule 1. C'est nul, nullissime et si M. Marandat se plaint d'avoir des électeurs de la Castellane qui l'invectivent, peut-être qu'il devrait s'interroger sur les raisons qui les poussent à s'adresser à lui de la sorte.

Eh oui, Monsieur le Président, mes chers collègues, je défendrai la Castellane. Pas les murs de la Castellane, mais les habitants de la Castellane qui ont besoin d'être soutenus. Nous l'avons tous compris et nous nous sommes tous mobilisés pour accompagner ces habitants et pour améliorer leurs conditions de vie. Si les élus du Front National ne veulent pas le faire, dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, qu'ils aillent leur dire, ils seront toujours aussi bien accueillis !

(Applaudissements)

66. HPV 001-10/04/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à une première phase de mise en œuvre d'aménagements à la Castellane à Marseille (16ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

67. HPV 002-10/04/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat

Madame CELTON.- Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention portera sur les rapports 67 et 68, car ils sont indissociables.

Tout d'abord, permettez-moi trois constats :

Le premier : A ce jour, les crédits attribués par l'Etat en 2015 en faveur de l'habitat sont en baisse sensible, comme vient de le souligner dans son intervention Mme Fructus.

Presque deux millions d'euros en moins pour la construction de logements sociaux et moins 1,2 millions pour la réhabilitation des logements du parc privé.

Le deuxième : Avec 1 423 logements sociaux agréés et financés en 2014, MPM ne réalise que 71 % de son objectif de 2 000 nouveaux programmes. La prise en compte supplémentaire des 402 logements rénovés en ANRU est un artifice qui permet de ne pas trop s'éloigner de la loi, sauf que ça n'augmente pas l'offre de logements.

Le troisième découle des deux premiers : l'affectation d'investissement de huit millions d'euros pour le logement social en 2015, est inférieure de 3,5 millions d'euros à celle de 2014.

Cela m'amène à poser cette question : comment peut-on imaginer que notre EPCI va pouvoir réaliser les objectifs affichés pour 2015, de 2 025 nouveaux logements locatifs sociaux, avec une enveloppe d'investissement réduite de 30% sur 2014 et des crédits d'Etat en baisse globale d'environ trois millions ?

J'ai bien peur que nous soyons de nouveau retournés dans un cycle infernal qui nous entraîne vers la très mauvaise année de 2012.

En tout cas, nous ne pouvons accepter ce grand écart de l'Etat entre les discours du Gouvernement et les budgets alloués, surtout au moment où beaucoup de monde sonne l'alarme sur la situation catastrophique des populations mal logées ou pas logées.

Dans son rapport annuel sur la région PACA, la Fondation Abbé Pierre faisait état que notre région ne comptait que 11,3% de logements locatifs sociaux et que le nombre de demandeurs de logement dans notre département était de 46 320. On voit le chemin qu'il nous reste à faire.

Mais vous n'êtes pas sans savoir, tout comme moi, que dans nos permanences, chaque semaine, cette question du logement, tout comme celle de l'emploi, préoccupe tout particulièrement nos concitoyens.

Vous comprendrez donc que nous nous abstiendrons sur ces deux rapports.

Monsieur LE PRESIDENT.- Très bien Madame. Vous avez dit le mot, vous avez parlé des subventions et des aides du Gouvernement. C'est vrai il n'y a jamais eu aussi peu d'aides et aussi peu de logements mis en chantier depuis deux ans, dans le secteur social comme dans le secteur privé, ce qui marque la fin d'une époque d'une manière regrettable.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

68. HPV 003-10/04/15 CC - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n°10 à la convention 2009-2015 Etat/MPM et de l'avenant n°9 à la convention 2009-2015 Anah-MPM

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

69. HPV 004-10/04/15 CC - Approbation de l'avenant n°2 dit "avenant de clôture" à la convention passée avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Vallon de Malpassé à Marseille (13e arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

70. HPV 005-10/04/15 CC - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de rénovation urbaine du quartier la Savine à Marseille (15ème arrondissement)

Monsieur RUZE.- Monsieur le Président, le groupe APEM s'abstiendra sur ce rapport.

Je ne vais pas développer un long discours pour argumenter ce vote nul, simplement vous dire que nous sommes ici sur le volet Communauté urbaine de ce lourd dossier qu'est celui de la Savine.

Hier, en Conseil d'arrondissements de la mairie du 8^{ème} secteur, nous avons le volet de la Ville de Marseille. Nous nous y sommes opposés également. Nous sommes

cohérents aujourd'hui, nous ne nous y opposons pas parce que nous n'avons qu'une partie, l'avenant n°3, nous ne faisons que nous abstenir.

Nous avons encore (je dis bien encore car ils ne sont pas nouveaux) quelques désaccords sur ce rapport, notamment sur le nombre de logements sociaux que l'on va voir pousser sur le bas de la Savine, c'est-à-dire sur le noyau villageois du Vallon des Tuves. Nous avons un problème avec le désenclavement du haut de la Savine qui pose débat et est très compliqué. Ce que l'on nous propose ne nous convient pas. Nous nous abstiendrons donc sur ce vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Agir pour l'Espace Métropolitain

71. HPV 006-10/04/15 CC - Approbation de l'avenant n°5 à la convention de rénovation urbaine pour le quartier Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste à Marseille (15ème arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

72. HPV 007-10/04/15 CC - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention pluriannuelle de mise en œuvre de la rénovation Urbaine de Saint Mauront à Marseille dans le 3ème arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

73. HPV 008-10/04/15 CC - Participation de Marseille Provence Métropole au capital d'une société anonyme d'habitations à loyer modéré "Immobilière Méditerranée" : souscription au capital et acquisition d'action

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

74. HPV 009-10/04/15 CC - Attribution de subventions aux baux à réhabilitation et approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

75. HPV 010-10/04/15 CC - Attribution d'aides communautaires directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

76. HPV 011-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association Regain pour les rencontres nationales de l'habitat participatif

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

77. HPV 012-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

78. HPV 013-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour le recrutement de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

79. HPV 014-10/04/15 CC - Modification de l'échéancier de versement des subventions pour l'année 2015 à l'association "Ciotat Emploi Initiatives" gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Est - Approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

COMMISSION ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE, PATRIMOINE FONCIER, PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES

Monsieur LE PRESIDENT.- M. De Pietro est sorti. La Commission « Équipements d'Intérêt communautaire, Patrimoine Foncier, Protection et Sécurité des Espaces communautaire » s'est réunie le jeudi 2 avril.

80. EPPS 001-10/04/15 CC - Affectation de trois opérations d'investissement pour le budget des Equipements communautaires

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

81. EPPS 002-10/04/15 CC - Création de l'autorisation de programme pour des aires d'accueil des gens du voyage

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Ghigonetto, avez-vous quelque chose à ajouter sur les rapports n°80 à 83 ?

Monsieur GHIGONETTO.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Très bien. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

82. EPPS 003-10/04/15 CC - Approbation de la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage commune avec la Communauté du Pays d'Aix mutualisant les obligations incombant aux communes de Septèmes-les-Vallons et des Pennes Mirabeau et de la convention de désignation d'une maîtrise d'ouvrage unique - Création et affectation de l'opération d'investissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

83. EPPS 004-10/04/15 CC - Approbation d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM sur les aires des gens du voyage dans le périmètre de Marseille Provence Métropole - Création et affectation de l'opération d'investissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

84. EPPS 005-10/04/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 au Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Mouren, vous êtes le rapporteur du dossier n°84, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur MOUREN.- Il s'agit tout simplement du renouvellement de la cotisation à l'association CYPRES, le Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION INNOVATION PROSPECTIVE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Collart, la Commission «Innovation, prospective et enseignement supérieur» s'est réunie le 2 avril. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur COLLART.- Monsieur le Président, quatre rapports ont été discutés par la Commission, avec un avis favorable à l'unanimité pour les trois premiers et une

réserve de vote du groupe Pour un Territoire Solidaire pour le dernier rapport sur l'approbation de la convention au soutien du projet *The Camp* pour lequel l'ensemble de la Commission a rappelé le caractère capital pour notre territoire.

85. IPE 001-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention au Centre National de Référence RFID (CNR RFID) pour l'organisation de l'évènement "International RFID Congress 2015" en octobre 2015 à Marseille et approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

86. IPE 002-10/04/15 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Eurobiomed et approbation d'une convention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

87. IPE 003-10/04/15 CC - Adhésion de Marseille Provence Métropole à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et paiement de la cotisation 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

88. IPE 004-10/04/15 CC - Approbation de la convention multipartite de soutien financier au projet The Camp.

Monsieur GHENDOUF.- Monsieur le Président, j'interviendrai pour expliquer notre abstention sur ce dossier.

Permettez-moi, avant tout, de lever toute ambiguïté sur le fait que nos critiques ne portent évidemment pas sur l'objectif qui est énoncé : renforcer, accroître, mettre en synergie les capacités et les champs de recherche et d'innovation sur notre territoire. Cela mérite en effet toute notre attention.

L'économie traditionnelle et l'économie de la connaissance et de l'innovation sont évidemment indissociables pour construire le développement et l'emploi d'un territoire solidaire.

Cela étant dit, nous avons relevé plusieurs aspects sur la forme. D'une part, on se pose la question, pourquoi un projet entièrement privé à l'issue de la réalisation bénéficie de fonds publics pour lancer le projet.

Deuxième aspect : le Conseil régional ne s'est pas encore exprimé, favorablement ou défavorablement alors qu'il est le chef de file en matière de développement économique et que dans la délibération qui nous a été proposée a été rajouté en gras le fait que c'est un financement de notre part dérogatoire aux aides aux entreprises.

Troisième aspect : nous allons apporter une contribution de cinq millions d'euros, plus le coût des intérêts puisque l'on prête à taux zéro. La Région ne financera qu'à hauteur de 3 millions d'euros et la Communauté du Pays d'Aix à hauteur de cinq millions d'euros.

Lorsque nous attribuons cette aide au démarrage, au lancement du projet, nous n'avons pas pris la précaution d'avoir des garanties financières, donc nous n'avons aucune garantie ni financière, ni autre, sur le remboursement certes qui est prévu, mais nous n'avons pas de garantie.

Je partage ceci avec vous Monsieur Teissier : il ne faut pas dépenser l'argent des autres. Je fais mien cet adage.

Il est dit, dans le corps de la délibération, que ce campus bénéficie d'une accessibilité parfaite avec l'aéroport international et la gare TGV placée au cœur de l'Arbois. Certes, ce ne sont pas les Goudes, Monsieur Moraine, vous avez raison, mais malgré tout, ce n'est pas non plus l'endroit le plus accessible en transports en commun. On force un peu le trait sur son accessibilité qui va donc poser d'autres problèmes que nous allons être obligés de financer par de nouvelles structures notamment de transports en commun pour, le cas échéant, desservir correctement cet équipement privé.

« *La ville du futur, plus durable, plus équitable, plus résiliente, plus humaine* », certes, mais posée au cœur non pas d'un grand désert mais, entre nous, ce n'est pas l'emplacement le plus pertinent.

Pour toutes ces raisons nous souhaitons bonne chance à *The Camp* en souhaitant que ça ne soit pas *Yes, we camp*. Malgré tout, nous restons très vigilants quant à l'investissement de notre Communauté urbaine.

Monsieur LE PRESIDENT.- Avec toute la vigilance que les uns et les autres apportent au projet, je pense que ce sera une réussite absolue. J'en suis persuadé.

J'entends souvent dire : *On sera vigilant*. C'est sans doute plus facile d'être vigilant que d'être bâtisseur. En tout cas, nous préférons avancer et construire.

Je sais ce qui ne vous plait pas bien – même si vous avez eu des mots très doux dans vos propos introductifs – c'est que ce n'est pas une université publique. Il est vrai que c'est une université privée. Cette université privée sera universelle. Elle sera faite pour le public comme pour le privé. Elle sera faite pour les agents des collectivités locales de l'ensemble de notre pays. Elle va bénéficier de sommités en matière de recherche en haute technologie. Elle va permettre de distribuer un savoir unique grâce à ses enseignants chercheurs qui viendront du monde entier et qu'il faudra loger.

Nous ne sommes pas seuls à nous engager dans cette affaire. Il y a la Caisse des Dépôts et Consignations, le Pays d'Aix, qui s'engagent sur la même somme que nous, Cisco, le Crédit Agricole, de grandes entreprises et de grandes banques. Nous ne sommes pas porteurs dans cette affaire et nous ne finançons pas. Nous faisons des avances. Nous déclencherons la première des avances à cette opération pour un montant de 600 000 euros que lorsque suffisamment d'entreprises se seront avancées à hauteur de 18 millions d'euros.

Nous sommes très prudents sur cette opération. Nous ne finançons pas du tout cette opération à fonds perdus. Certes, je partage votre point de vue, j'aurais préféré avoir une garantie plus solide. Elle n'est pas possible dans le cadre d'une inscription hypothécaire puisque le premier rang est déjà donné à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais nous avons toutes les garanties par le fait que nous donnerons l'argent petit à petit.

Cette action n'est pas dérogatoire dans le sens où vous l'avez compris, mais dans le sens où elle se situe hors du territoire communautaire. Nous sommes à la jointure de la Communauté urbaine et de la Communauté du Pays d'Aix. Néanmoins à l'aune de la Métropole, tout cela disparaîtra.

Je pense, et je vous l'ai déjà dit en aparté, qu'il était impossible pour MPM de ne pas être partie prenante dans cette opération qui me paraît être une opération du futur remarquable.

Je vous ai également fait savoir que les enfants des lycées pourront venir gratuitement l'été sur le site de *The Camp* pour rencontrer des professeurs. Tout cela sera pris en charge par les entreprises. Il y aura un enseignement de très haut niveau dont aucun enfant aujourd'hui ne peut disposer. Je trouve que tout cela est remarquable. Je pense que cela vaut la peine d'investir dans cette opération auprès des entrepreneurs. C'est une belle opération pour le futur, mais c'est une grande opération pour le territoire.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui m'accorderont leur vote plus que leur vigilance car c'est avec les votes qu'on avance. La vigilance, c'est simplement une observation attentive mais passive. Merci d'être dans l'action !

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée. Le prochain Conseil aura lieu le 22 mai 2015.

(La séance est levée à 12 heures 10).